

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ATTRIBUTION
DE
L'INDEMNITÉ D'ASSURANCE

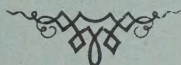
AUX AYANTS CAUSE DE L'ASSURÉ
DANS L'ASSURANCE DES CHOSES
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
Sera soutenu le Lundi 27 Octobre 1900, à 8 heures du matin.

PAR
M. Émile DEBLANGY
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. BOISTEL.

Suffragants : { MM. WEISS.
PIÉDELIEVRE } *Professeurs.*



PARIS
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR
14, Rue Soufflot et Rue Toullier, 13

—
1900

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ATTRIBUTION
DE
L'INDEMNITÉ D'ASSURANCE

AUX AYANTS CAUSE DE L'ASSURÉ
DANS L'ASSURANCE DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LÈS MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 27 Octobre 1900, à 8 heures du matin.

PAR

M. Émile DEBLANGY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. BOISTEL.

Suffragants : { MM. WEISS.
PIÉDELIEVRE } Professeurs.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, Rue Soufflot et Rue Toullier, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MES PARENTS

INTRODUCTION

Lorsqu'une chose déterminée, meuble ou immeuble, vient à périr par suite d'incendie ou de tout autre désastre, cette perte n'atteint pas seulement le propriétaire, elle atteint forcément tous ceux auxquels il avait consenti des droits sur cette chose.

Mais, si la chose qui a péri était assurée contre l'accident qui en a occasionné la perte, le propriétaire se verra indemnisé par l'assureur, de tout ou partie de la perte éprouvée ; l'indemnité d'assurance remplacera, dans son patrimoine, la chose périée.

Les autres intéressés, ses ayants cause, échap-

peront-ils, eux aussi, à la perte, et la créance d'indemnité d'assurance, remplacera-t-elle pour eux aussi, la chose périée ?

Telle est la question que nous nous proposons d'examiner.

Une loi du 19 février 1889, art. 2, prévoyant cette hypothèse, de la perte d'une chose assurée, a résolu la question, en faveur des créanciers privilégiés et hypothécaires, en leur accordant le droit de se faire payer, suivant leur rang de préférence, sur l'indemnité d'assurance.

En étudiant cette disposition de la loi, nous aurons à rechercher, quel en est le fondement juridique, le sens véritable, ses cas d'application, son fonctionnement, et nous verrons s'il y a lieu de lui donner une portée générale, ou, s'il convient d'en restreindre, au contraire, l'application aux seules hypothèses qu'elle semble expressément viser.

Bien avant la loi de 1889, le législateur avait déjà eu l'idée de cette substitution de l'indemnité due à l'occasion de la chose, au prix de vente.

En effet, une loi du 27 avril 1825, décidait que

les indemnités dues aux émigrés propriétaires d'immeubles confisqués, seraient dévolues, de plein droit, aux créanciers privilégiés et hypothécaires.

La loi du 3 mai 1841, art. 18, contenait une semblable disposition, pour les indemnités dues en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Rien n'était moins arbitraire, que ces deux dispositions. Les indemnités dont il était question, représentaient bien véritablement la valeur de l'immeuble et pouvaient en être considérées comme le prix.

Touchant de plus près la question qui nous occupe, une loi du 28 mai 1858, art. 10, donna aux porteurs de récépissés et de warants, sur les indemnités dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les marchandises assurées.

Enfin, une loi du 10 décembre 1874, art. 17, permit aux créanciers hypothécaires sur un navire, d'exercer leur droit sur l'indemnité d'assurance.

CHAPITRE PREMIER

DOCTRINE ET JURISPRUDENCE ANTÉRIEURES A LA LOI DE 1889 ; LOI DU 19 FÉVRIER 1889

Il était universellement admis, avant la loi de 1889, que l'indemnité d'assurance ne pouvait en aucune manière, être assimilée, ni à la chose elle-même, ni à un prix de vente ; que la créance d'indemnité rentrait dans le patrimoine du propriétaire, au même titre qu'un autre bien, sans que personne pût invoquer sur elle un droit quelconque de préférence ayant existé sur la chose, tout droit sur elle, s'étant éteint avec elle.

Cette solution, nous le croyons, était la seule juridique, la seule conforme aux principes.

Aux termes du contrat d'assurance, l'assureur s'est engagé, moyennant le paiement de primes, à

verser à l'assuré en cas de sinistre, telle ou telle somme, représentant, en tout ou en partie, la valeur du bien sinistré ; il est bien évident, que l'indemnité qu'il doit, est non la représentation de l'immeuble, mais la contre-partie des primes qu'il a reçues. Le contrat d'assurance, intervenu entre l'assureur et l'assuré, a été contracté par ce dernier, dans son intérêt exclusif. Il n'a agi, ni comme gérant d'affaires, ni comme mandataire, il n'a pensé qu'à lui, en le contractant (1).

On invoquait, encore, contre les créanciers privilégiés ou hypothécaires, que la nature mobilière de la créance d'indemnité répugne à l'idée d'une hypothèque pouvant la grever ; que, sans doute, le droit de ces créanciers s'exerce sur l'objet, quand il est transformé en argent, car c'est en définitive sur le prix de la chose, et non sur la chose elle-même, que s'exerce le droit de préférence, mais qu'il faut bien remarquer, que cette transformation est prévue par la loi, qui nous dit que le droit des créanciers s'exerce sur le prix, ce qui suppose une aliénation de la chose ;

(1) Duranton, XII, n. 182, XX, n. 328 ; Alauzet, *des Assurances*, I, n. 145 ; Aubry et Rau, III p. 139 261 ; p. 490 292 ; de Lalande et Couturier, *Traité d'assurances*, p. 147 à 149.

Pardessus. *D^t Com.*, II, n. 591 ; Troplong, IV, n. 890.

Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code Civil*, par Demante, continuée par Colmet de Santerre ; t. 9, n^o 166 bis, p. 393.

qu'on ne peut assimiler toute transformation à celle prévue par la loi, car, en matière de préférence, tout est de stricte interprétation, et, en dehors des cas expressément prévus par la loi, tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers.

D'ailleurs, l'assureur ne saurait être assimilé à un acquéreur.

Tandis que ce dernier, sauf des cas exceptionnels, n'acquiert la chose, que grevée des charges réelles, qui la frappent, et devient par son acquisition débiteur *propter rem* des créanciers, l'assureur n'est pas dans cette situation ; il a fait avec l'assuré un contrat spécial, il est devenu son débiteur personnel en échange des primes que ce dernier s'est engagé à lui verser, la créance de l'assuré doit donc rentrer dans son patrimoine, gage commun des créanciers.

Tout en constatant l'injustice d'une pareille solution, la majorité des auteurs était cependant d'accord pour l'adopter, en regrettant, néanmoins, que les principes juridiques et les textes ne leur permissent point d'admettre la solution contraire.

Il était en effet impossible d'argumenter par voie d'analogie des lois toutes spéciales de 1841, 1858 ou de 1874. Bien au contraire, ces lois exceptionnelles étaient la preuve certaine que le législateur n'avait

pas considéré comme un principe général que l'indemnité d'assurance devait remplacer, pour les ayants cause de l'assuré, la chose sinistrée ou son prix de vente, puisqu'il avait cru devoir, dans des textes spéciaux et dans des hypothèses particulières, s'exprimer à cet égard.

La solution contraire n'avait trouvé dans la doctrine que peu de partisans.

M. Labbé, l'éminent professeur de la Faculté de droit de Paris, avait cependant cherché à établir qu'il était juridique, d'accorder sur l'indemnité d'assurance un droit de préférence aux créanciers privilégiés et hypothécaires.

Dans deux articles, parus dans la *Revue critique* (1), relatifs à une théorie générale sur l'affectation des créances à titre de gage ou de privilège spécial, M. Labbé admet un système qui se rapproche sensiblement du système adopté par la loi de 1889, sans cependant se confondre avec lui.

Le savant auteur, sans admettre la survivance des droits de préférence des créanciers à la perte de la chose, leur reconnaît une cause de préférence nouvelle, résultant d'un privilège légal sur la créance d'indemnité. M. Labbé reconnaît, que dans la rigueur

(1) *Revue critique*, 1876, nouvelle série. V. p. 687.

des principes, l'indemnité d'assurance ne peut être subrogée à l'immeuble comme l'est un prix de vente impayé, une action en reprise: « L'indemnité d'assurance ne représente pas l'immeuble incendié, elle ne représente pas le prix de l'immeuble. L'assureur ne doit pas la réparation d'un dommage dont il n'est pas l'auteur, dont il n'est pas responsable; il doit l'équivalent des primes qu'il a touchées et des chances qu'il a courues. »

Posant en principe, en invoquant des raisons d'équité, que les créanciers privilégiés ou hypothécaires ont privilège sur l'indemnité due par l'auteur responsable du désastre en vertu de l'art. 1382; et que, d'autre part, l'assureur est subrogé à l'action du propriétaire contre l'auteur du sinistre, que l'on peut en conséquence admettre que la dette de l'assureur est identique pour l'objet, à la dette du tiers auteur de la perte, M. Labbé conclut qu'il existe au profit des créanciers un privilège sur la créance d'indemnité.

D'après ce savant auteur, il faut admettre qu'un créancier a toujours privilège sur les créances dont il a fourni, à ses dépens, les conditions d'existence (1).

Il est bien difficile d'admettre semblable théorie.

(1) *Revue critique*, 1876, nouvelle série. V. p. 687.

MM. Darras et Tabouriech, dans une étude sur l'attribution légale des indemnités d'assurance parue dans les *Annales de Droit commercial* (1), ont soutenu et cherché à établir que la solution admise avant 1889 était anti-juridique et que les créanciers privilégiés et hypothécaires devaient être préférés sur l'indemnité d'assurance, puisque c'était l'objet de leur gage qui avait été assuré; que l'indemnité devait remplacer pour eux le prix de la chose périée.

Ces auteurs s'appuient d'abord sur des considérations d'équité, sur l'injustice de la solution admise. Mais ces raisons sont hors de cause; comme nous l'avons dit, tout le monde était d'accord sur ce point, et sur les résultats fâcheux de l'application des principes.

Si, disent-ils, la Compagnie d'assurance, usant d'un droit qu'elle se réserve dans la plupart des polices, reconstruit l'immeuble détruit au lieu de verser l'indemnité d'assurance, il est certain que les créanciers feront valoir leur droit sur le nouvel édifice; le droit des créanciers dépendra donc du parti que prendra la Compagnie! Mais cette consé-

(1) Darras et Tarbouriech, *De l'Attribution, en cas de sinistre, des indemnités d'assurances.*

quence est très logique et ne prouve rien ; si nous supposons l'immeuble non assuré, ne dépendra-t-il pas également du propriétaire de maintenir les sûretés de ses créanciers en reconstruisant, ou de les laisser concourir avec les créanciers chirographaires en ne reconstruisant pas ?

MM. Darras et Tarbouriech croient répondre à l'argument tiré de ce qu'une hypothèque ne saurait grever une créance mobilière, par cette considération, que si on l'admettait, en principe, le droit des créanciers serait illusoire ; qu'en réalité leur droit s'exerce toujours sur le prix, par conséquent sur une créance mobilière, et qu'il doit en être de même sur l'indemnité d'assurance. Existe-t-il donc, disent-ils, une différence de nature entre chacune de ces deux créances ?

Il est facile de répondre, comme nous l'avons déjà dit, d'une part, que la loi a expressément permis aux créanciers de se payer par préférence sur le prix, ce qu'elle n'avait pas fait avant 1889, sur l'indemnité d'assurance, et d'autre part, qu'on ne saurait assimiler la dette de l'assureur, à celle de l'acquéreur.

Ces auteurs cherchent, en vain, à contester la nature de l'indemnité d'assurance, véritable contrepartie des primes, en faisant remarquer qu'il n'est

pas suffisant qu'il y ait des primes pour qu'il y ait lieu à l'indemnité, mais qu'il faut encore qu'il y ait un intérêt assurable. Il est évident que lorsque l'immeuble est hypothéqué, l'intérêt du propriétaire est moindre et que précisément les créanciers hypothécaires ont tout l'intérêt qui lui manque.

Cette observation ne saurait cependant faire douter de la véritable nature de l'indemnité. Il est certain que la chose assurée est la cause du contrat, mais l'objet est le risque couru par l'assureur de payer l'indemnité et ce risque, l'assureur n'accepte de l'encourir, que moyennant des primes, qu'il court la chance de toucher pendant toute la durée de l'assurance, sans avoir rien à débours, si le sinistre ne se produit pas.

Il est hors de doute, qu'il existe, en matière d'assurance, un principe fondamental, c'est que le contrat d'assurance est un contrat d'indemnité, et que l'indemnité doit aller où est le dommage. C'est comme ne respectant pas ce principe que la doctrine antérieure à la loi de 1889 a été critiquée par certains auteurs (1).

Mais ne peut-on pas répondre, qu'il y a moins dans ce raisonnement, un argument de droit, qu'un

(1) M. Boistel, à son cours.

argument d'équité? Le droit du créancier hypothécaire est lésé, dit-on, par le désastre, il prime jusqu'à due concurrence le droit du propriétaire; le propriétaire reçoit par la libération de sa dette hypothécaire l'indemnité payée au créancier. Mais ne peut-on dire, en droit, que l'obligation de l'assureur est née du contrat et ne peut exister qu'à l'avantage de la partie qui a contracté, c'est-à-dire le propriétaire et non le créancier?

Il était admis, avant 1889, par la doctrine et la jurisprudence(1) que l'indemnité d'assurance due pour la perte d'un immeuble propre, sous le régime de la communauté, devait, bien que créance mobilière, rester propre à l'époux propriétaire du bien sinistré. MM. Darras et Tarbouriech voient là une contradiction avec la solution admise, qui refusait aux créanciers privilégiés et hypothécaires, la survivance de leur droit. C'est à tort, croyons-nous. Les hypothèses ne sauraient être assimilées. La dernière solution s'imposait, parce que le patrimoine de la communauté, ne saurait s'enrichir au détriment du patrimoine propre de l'un des époux. D'ailleurs, la communauté n'est-elle pas l'ayant cause à titre universel de l'époux propriétaire? Ici,

(1) Bordeaux, 29 novembre 1857. D. 58.2. 61; de Lalande et Couturier, n° 390.

nous reconnaissons que l'indemnité doit remplacer le bien sinistré, mais au profit du propriétaire assureur.

Aux termes de l'art. 1303 du Code civil, le débiteur est tenu, en cas de perte de la chose due, en supposant un corps certain, de céder à son créancier les actions en indemnité qu'il peut avoir en raison de cette perte.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que cette disposition, exacte dans notre ancien droit, lorsque la propriété n'était transférée que par la tradition, et que par conséquent, c'était bien en la personne du débiteur, encore propriétaire, que naissait le droit à l'indemnité, cesse, dans notre législation moderne, de recevoir son application, depuis que le contrat, étant par lui-même, translatif de propriété, c'est au profit du créancier, devenu propriétaire lors du contrat, que naissent les droits à l'indemnité, qu'il a droit d'exercer, sans qu'aucune cession soit nécessaire. Les auteurs du Code, ont par inadvertance, un instant oublié le principe de l'art. 1138.

L'art. 1303 ne saurait, aujourd'hui, trouver son application, que dans l'hypothèse, assez rare, où les parties seraient convenues que le contrat ne serait pas translatif et auraient reculé, jusqu'à la tradition, le transfert de la propriété.

Se basant sur cet article, on a soutenu, que le débiteur devait céder sa créance à l'indemnité d'assurance aux créanciers privilégiés ou hypothécaires.

M. Laurent (1), après avoir combattu ce système, en faisant remarquer que le droit à l'indemnité ne naît pas au profit de l'assuré, de la perte de la chose, mais bien du contrat d'assurance, et que, d'ailleurs, le droit à l'indemnité ne naît qu'après l'extinction du droit des créanciers par la perte de l'objet de leur gage, finit par reconnaître le droit de préférence des créanciers sur l'indemnité d'assurance, et critique la jurisprudence antérieure à la loi belge de 1851, qui admet l'attribution légale comme l'a fait en France la loi de 1889.

Se basant, sur ce que, lorsqu'une chose faisant l'objet d'un contrat translatif de propriété vient à périr par accident, le créancier devenu propriétaire en vertu du contrat, a droit à toutes les actions en indemnité et cela, sans aucune cession ou subrogation, mais en raison de son droit de propriétaire, il admet que le créancier hypothécaire, ayant un démembrement de la propriété, l'indemnité lui appartient dans la mesure de son droit réel, et qu'il

(1) Laurent, Principes de droit civil, T. 18 p. 512 et T. 31, p. 409.

y a là une véritable dépendance de son droit réel.

En admettant que le droit à la créance d'indemnité contre l'auteur responsable puisse faire l'objet du droit de préférence des créanciers privilégiés ou hypothécaires, il n'en résulte pas, ce nous semble, qu'il en soit de même de l'indemnité d'assurance, produit d'un contrat passé entre l'assureur et l'assuré, et qui ne représente la chose que pour l'assuré.

La jurisprudence, un moment hésitante, se fixa, elle aussi, contre l'attribution de l'indemnité aux créanciers. Le 25 août 1826 un arrêt de la Cour de Colmar avait jugé que l'indemnité représentait la contre-valeur de l'objet assuré, et, s'inspirant, sans doute, de motifs d'équité, car l'arrêt ne contenait pas la justification de cette assimilation, reconnaissait sur elle un droit de préférence aux créanciers (1).

La Cour de Rouen (2), le 27 décembre 1828, rendait un arrêt dans le même sens. La Cour motivait sa décision sur cette considération, que les créanciers ayant un droit réel sur la chose, le débiteur est tenu de leur céder son action en indemnité conformément à l'art. 1303.

La Cour de Cassation (3) cassa l'arrêt de Rouen le

(1) Colmar, 25 août 1826. S. 28. 2. 17.

(2) Rouen, 27 décembre 1828. S. 30, 1. 291.

(3) Cassat. 28 juin 1831. S. 31. 1, 291.

28 juin 1831 et jugea que l'art. 1303 ne pouvait être invoqué, l'indemnité ne représentant pas le prix de l'immeuble, mais étant la contre-partie des primes.

Cet arrêt de la Cour de Cassation fixa définitivement la jurisprudence, et les tribunaux furent désormais d'accord, pour refuser toute attribution exclusive aux créanciers privilégiés ou hypothécaires.

La solution adoptée par la doctrine et la jurisprudence, quelque fondée qu'elle pût être, était, tout le monde le reconnaissait, déplorable en pratique, et blessait certainement l'équité.

La destruction de la chose assurée devenait ainsi une cause de perte pour ceux qui, précisément, avaient eu la prudence de demander sur elle des garanties spéciales ou dont les créances étaient plus intéressantes, tandis qu'elle était une cause de profit pour les créanciers chirographaires, moins prudents ou dont la créance présentait moins d'intérêt, puisque ces derniers allaient pouvoir être payés sur elle au marc le franc, sans avoir à redouter de se voir opposer un droit de préférence, qui eût pu leur être opposé sur le prix.

Pour éviter le concours possible avec les créanciers chirographaires, les créanciers hypothécaires prirent l'habitude de se faire, au moment de la constitution

de l'hypothèque, céder le droit éventuel à l'indemnité d'assurance. La clause devint de style dans les actes constitutifs d'hypothèque. Certains contrats même, contenaient l'obligation pour le débiteur de faire assurer l'immeuble hypothéqué. Conformément à l'art. 1690 les créanciers faisaient signifier la cession à l'assureur, afin de faire obstacle au paiement de l'indemnité entre les mains de l'assuré, et de rendre leur droit opposable aux tiers.

C'était l'ordre des significations de cession qui déterminait, alors, l'ordre des créanciers et non la date d'inscription de leur hypothèque. Le plus souvent les significations n'étaient faites qu'après le sinistre, ce qui avait pour résultat d'attribuer un droit de préférence au créancier instruit le premier du désastre, fut-il d'ailleurs le dernier inscrit.

Ce fut en 1841, quand il fut question d'apporter de sérieuses réformes à notre régime hypothécaire, que pour la première fois, on chercha à remédier à l'état de choses que tous reconnaissaient comme peu équitable et quelques-uns même comme antijuridique.

La question fut posée nettement dans un questionnaire adressé aux Cours d'appel et aux Facultés de droit : « Lorsqu'un bâtiment est assuré, l'indemnité due par l'assureur doit-elle être immobilisée pour

être distribuée suivant l'ordre des hypothèques? » Les réponses des Cours d'appel furent généralement affirmatives; aussi, le projet de réforme hypothécaire contient-il cette addition à faire à l'art. 2180: « Les privilèges ou hypothèques s'éteignent par la perte ou la destruction de la chose hypothéquée. Néanmoins, ce qui peut en rester et les indemnités dues au débiteur sont affectées au paiement des créanciers privilégiés et hypothécaires suivant le rang de chacune d'elles. » Mais le projet de réforme échoua et l'indemnité d'assurances continua à devenir le gage commun des créanciers, au grand détriment des créanciers privilégiés ou hypothécaires.

En 1879, une commission fut nommée par le Ministre de l'Agriculture en vue de rechercher les moyens d'organiser le crédit agricole. Un projet déposé par la Commission en 1882, intitulé: « Loi sur l'organisation du crédit agricole » contenait un article ainsi conçu :

« Tous les privilèges mobiliers s'exercent dans
« l'ordre de leur classement sur les indemnités dues
« par les Compagnies d'assurances contre l'incendie,
« contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux
« et les autres risques agricoles » (1).

(1) Cet article faisait partie du chapitre consacré au nantissement sans déplacement du gage.

Le mot « agricoles » fut supprimé par la commission sénatoriale. Il en résulta que l'attribution de l'indemnité d'assurance profitait, non plus aux seuls privilèges agricoles mobiliers, mais à tous les privilèges mobiliers. La discussion du projet de 1882 ne donna pas de résultat. La commission demanda l'ajournement de la proposition. Il ne fut d'ailleurs pas question, dans cette discussion, ni des privilèges immobiliers ni des hypothèques.

Ce n'est qu'en 1887, que dans le texte soumis au Sénat du projet ayant pour titre : « Loi ayant pour objet de faciliter le crédit agricole mobilier » que l'attribution de l'indemnité d'assurance fut accordée aux créanciers privilégiés et hypothécaires sans distinction. En 1888, le rapporteur fit adopter le nouveau titre de « Loi relative à la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités dues par suite d'assurances (1).

Le projet de loi discuté au Sénat les 2, 10 et 23 février 1888, et le 6 mars de la même année, fut déposé à la Chambre des Députés le 28 juin 1888 et voté en première lecture le 26 janvier 1889 et en seconde lecture le 5 février. Le rapporteur au Sénat fut M. Labiche, et à la Chambre des Députés,

(1) *Journal Officiel*, 1888. Sénat, débats, p. 272.

M. Maunoury. La loi fut promulguée le 19 février 1889.

Nous limiterons ce travail à l'étude des dispositions de l'art. 2 ainsi conçu :

ART. 2 — « Les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang.

« Néanmoins les paiements faits de bonne foi, avant opposition, sont valables. »

CHAPITRE II

NATURE DU DROIT RECONNU AUX CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS OU HYPOTHÉCAIRES PAR L'ARTICLE 2 DE LA LOI DE 1889.

Il n'est pas aisé de bien discerner, dans les travaux préparatoires de la loi de 1889, dans les discussions qu'elles a soulevées, la base véritable que le législateur a voulu donner à l'attribution qu'elle a organisée.

Nous ne croyons pas, comme on l'a dit, et cela a de l'importance pour connaître la portée que l'on doit donner à la loi, que le législateur ait voulu, critiquant la solution admise jusqu'alors, décider qu'il était conforme aux principes juridiques de substituer l'indemnité d'assurance, soit à la chose périe, soit à un prix de vente, mais bien, que frappé de l'injustice des conséquences auxquelles les vrais principes conduisaient fatalement, il a voulu plus ou moins arbitrairement innover, et dans les hypo-

thèses données, établir un état de choses que des raisons d'équité pouvaient et devaient d'ailleurs faire admettre.

Les auteurs sont très divisés sur le fondement du droit consacré par la nouvelle loi.

Nous croyons qu'il faut tout d'abord écarter l'opinion qui voudrait voir dans la nouvelle solution de la loi, l'idée d'une subrogation personnelle.

Cette opinion inspirée par la proposition de M. Lenoël, en 1888, d'ajouter à l'art. 1251 un paragraphe, pour créer ainsi au profit des créanciers privilégiés et hypothécaires un nouveau cas de subrogation légale, ne saurait être admise; toute subrogation impliquant un paiement de la dette d'autrui.

Le législateur a-t-il voulu, se ralliant à la théorie de M. Labbé, reconnaître expressément un privilège légal sur la créance d'indemnité, née aux dépens des créanciers privilégiés et hypothécaires? Nous ne le pensons pas. Nous ne trouvons nulle trace dans les discussions législatives de l'existence de ces prétendus privilèges légaux sur les créances, et la théorie du savant professeur lui est restée toute personnelle.

« Il n'y a pas lieu, disait M. Lacombe, de créer » un nouveau privilège puisant son origine dans le

» fait du sinistre ». (Séance du 10 février). Ces paroles montrent suffisamment que la théorie de M. Labbé a été rejetée.

On a voulu trouver dans la disposition nouvelle l'idée d'une subrogation réelle. L'indemnité prendrait la place de la chose détruite et se trouverait ainsi grevée des causes de préférence qui l'affectaient. Mais comment concevoir une hypothèque sur une créance mobilière ? L'art. 2119 condamne un pareil système.

Faut-il, comme l'a fait M. Lacombe, auteur de divers amendements consacrés par le Sénat et par la Chambre, identifier l'attribution que fait la loi avec une délégation ? « Désormais, dit-il, à côté de » la délégation conventionnelle, il existera une » délégation de plein droit au profit des créanciers » privilégiés et hypothécaires » (1).

Dans ce système, la loi aurait voulu rendre inutile, en la sous-entendant, la clause si fréquente qu'elle était presque devenue de style avant 1889 dans les contrats hypothécaires, par laquelle le débiteur déléguait à son créancier ses droits à l'indemnité en cas de sinistre.

Le seul changement opéré par la loi nouvelle

(1) *Journal Officiel*. Débats, Sénat, 1888, p. 254.

serait alors de substituer à une délégation conventionnelle une délégation tacite.

On invoque en faveur de cette opinion les termes mêmes de l'art. 2 « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse. »

Un jugement du Tribunal de Brive, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, en date du 18 décembre 1889 (1) est favorable à cette interprétation.

Nous préférons penser que le législateur de 1889 a voulu assimiler l'indemnité due en cas d'assurance au prix même de l'objet grevé, et qu'il a reconnu aux créanciers sur cette indemnité le droit de préférence qui résulte de leur privilège ou de leur hypothèque. Nous pensons qu'il n'y a nul besoin de faire intervenir ici l'idée d'une subrogation ou d'une délégation.

Le rapporteur au Sénat, M. Labiche, disait dans la séance du 2 février 1888 : « L'objet de l'art. 2 » peut s'exposer en deux mots : Il consiste à assimiler de plein droit l'indemnité payée par les compagnies d'assurances, au prix des objets assurés, » sur lesquels existaient soit des privilèges, soit des hypothèques. L'adoption de notre article aura » pour effet de faire porter sur les indemnités pour » assurances les privilèges et hypothèques qui au-

(1) Sirey, 90, 2, 174.

» raient pu, en cas de vente, s'exercer sur le prix. »

La même idée est exprimée par lui, le 10 février suivant : « L'art. 2 assimile, sans qu'il soit besoin » d'une stipulation expresse, l'indemnité au prix, » c'est-à-dire permet d'exercer en cas de sinistre, » sur les indemnités dues par les assureurs, le droit » de préférence qui, en cas de vente, aurait été » exercé sur le prix de l'objet assuré. »

Dans son rapport à la Chambre M. Maunoury s'exprimait dans le même sens :

« Ces indemnités seront considérées comme la » représentation de l'objet sinistré, au même titre » que le prix de vente de cet objet. »

Nous pouvons donc dire que les travaux préparatoires confirment notre manière de voir.

Si on nous objecte que les termes mêmes de la loi semblent supposer une délégation : « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse » nous répondrons que le législateur a simplement, faisant allusion à ce qui se passait en pratique, montré que désormais les stipulations spéciales seraient inutiles.

Comment concevoir d'ailleurs, s'il y avait délégation tacite, que comme le veut la loi, les droits des créanciers s'exercent sur l'indemnité de la même manière qu'ils s'exerceraient sur le prix, que l'ordre

de distribution soit régi par les mêmes règles? S'il s'agissait de délégation tacite, l'ordre à suivre entre les différents créanciers devrait être celui des délégations, et comme les créanciers n'ont aucune notification à faire à l'assureur d'après la loi nouvelle, les créanciers hypothécaires devraient être colloqués d'après la date de leur contrat d'hypothèque, et les privilégiés d'après la date de la naissance de leur créance, et non, comme le dit expressément la loi, suivant leur rang d'hypothèque ou de privilège, c'est-à-dire pour les premiers, d'après la date de leurs inscriptions, et les seconds d'après la qualité de leur créance.

La loi nous montre bien qu'elle a assimilé l'indemnité au prix, en décidant que les créanciers seraient colloqués sur cette indemnité dans le même ordre que sur le prix.

Il n'y a pas seulement un intérêt théorique à la discussion que nous venons d'exposer.

En effet, si on suppose une délégation tacite, il faut admettre que les créanciers investis d'un droit qui leur est propre, pourront directement agir contre l'assureur, en agissant par voie principale, sans emprunter la personnalité de leur débiteur.

La loi cependant, en validant les paiements faits de bonne foi par l'assureur à l'assuré, semble bien

ne pas reconnaître un droit direct aux créanciers sur l'indemnité.

Si nous admettons au contraire l'assimilation de l'indemnité au prix de vente, nous déciderons que les créanciers ne pourront, pour atteindre l'assureur, qu'invoquer l'art. 1166 (1).

(1) En ce sens : Pannier, op. cit. x 6, p. 18.

Darras et Tarbouriech, op. cit., n° 24.

Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Privilèges et hypothèques* I, n° 286, p. 235.

Beudant, *Cours de droit civil* publié par son fils : *Les Sûretés personnelles et réelles*, I, 335, p. 286.

CHAPITRE III

PERSONNES QUI PEUVENT INVOQUER L'APPLICATION DE L'ART 2 DE LA LOI DE 1839

Nous ne croyons pas, nous l'avons dit, que le législateur ait voulu, en édictant l'attribution légale, condamner la doctrine antérieure, et reconnaître qu'elle avait tort de ne pas assimiler l'indemnité d'assurance à la chose même ou à un prix de vente, mais qu'il a voulu innover en la matière.

Rien dans ses travaux préparatoires ne peut faire supposer d'autre intention que celle de remédier à l'injustice à laquelle aboutissait, dans certains cas, l'application des principes, injustice à laquelle, par des conventions particulières, la pratique cherchait à se soustraire.

Nous croyons donc qu'on ne saurait, sans dépasser

les intentions du législateur, étendre la portée de la loi, et qu'il y a lieu de restreindre strictement son application aux cas spécialement visés par elle, c'est-à-dire qu'on ne saurait, se fondant sur l'art. 2 de la loi de 1889, prétendre que toute personne qui, si la chose n'eut pas péri, eut eu un droit exclusif sur elle, aura un droit exclusif à l'indemnité d'assurance.

Le législateur de 1889 a, son texte est formel, voulu accorder un droit nouveau aux seuls créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Nous croyons que cette faveur ne doit donc être reconnue qu'à eux, mais à eux tous, que le privilège soit spécial ou général, mobilier ou immobilier, que l'hypothèque soit légale, judiciaire ou conventionnelle, que les créanciers tiennent leur droit du Code Civil, du Code de Commerce ou d'une loi spéciale.

Nous n'avons pas besoin d'énumérer ici tous les créanciers qui doivent bénéficier de la loi, mais nous devons seulement nous arrêter sur ceux pour lesquels il y a eu difficulté ou hésitation et sur ceux dont la situation a été plus ou moins modifiée par la loi nouvelle.

CRÉANCIERS AYANT UN PRIVILÈGE GÉNÉRAL.

Personne ne saurait leur contester le droit à l'attribution légale. Déjà, remarquons-le, avant la loi de 1889, ils pouvaient exercer leur privilège sur la créance de l'indemnité d'assurance, rentrée dans le patrimoine de leur débiteur au même titre que tout autre bien.

Ils peuvent aujourd'hui l'exercer comme avant; mais leur situation a été légèrement modifiée, vis-à-vis des créanciers ayant privilèges spéciaux.

Avant la loi de 1889, pas de concours possible avec ces derniers, dont le privilège s'était éteint avec la chose qui en faisait l'objet. Depuis la loi nouvelle, au contraire, l'indemnité d'assurance étant assimilée au prix, les privilèges spéciaux subsistent et dès lors le concours est possible.

En présence de privilèges spéciaux sur immeubles, leur situation est la même que celle qu'ils avaient avant la loi; ils les priment, mais en vertu de l'article 2105 qui donne le pas aux privilèges généraux sur les privilèges spéciaux sur immeubles. Cependant, comme l'indemnité représente le prix de l'immeuble et que les privilèges généraux ne portent que subsidiairement sur les immeubles, il faut admettre qu'ils ne pourront obtenir sur l'indemnité

d'assurance, qu'une allocation éventuelle pour le cas où le mobilier ne suffirait pas à les désintéresser, allocation qui devra être réduite au montant des sommes dont ils ne pourront se faire payer sur la masse mobilière. Il en résultera pour eux une certaine gêne, qu'ils n'auraient pas éprouvée avant la loi.

En présence de créanciers ayant privilèges spéciaux sur meubles, leur situation est désormais bien plus délicate.

Avant la loi de 1889, pas de difficulté, le concours n'étant point possible. Mais depuis la nouvelle disposition admettant la survivance du privilège à l'objet sinistré, le concours de ces deux classes de privilégiés va soulever la fameuse question du concours des privilèges de l'art. 2101 et de ceux de l'art. 2102, concours non prévu par loi.

Les uns, accordent la préférence aux créanciers ayant privilège général (1), les autres à ceux ayant privilège spécial (2), d'autres enfin pensent que par application de l'art. 2096 il faut se garder de poser ainsi une règle générale accordant la préférence à

(1) Troplong, I, n° 74 ; — Colmet de Santerre, IX, n° 49 bis, II et s. ; — Delvincourt, III, n° 277 ; — Bordeaux, 12 avril 1853, D. 53. 2. 242 ; — Trib. de Senlis, 11 mars 1884, J. C. Supp., n° 318.

(2) Persil, I, sur l'art. 2101 ; — Valette, n° 119 ; — Rolland de Villargues, Sevin, etc..

telle ou telle classe de privilèges, mais les comparer les uns aux autres et fixer le rang de chacun suivant la faveur que doit mériter la créance garantie.

C'est ce dernier système qui a été adopté par la Cour de Cassation (1). Il se peut donc que par suite de l'application de la loi de 1889, des créanciers ayant privilège général se voient préférer sur l'indemnité d'assurance des créanciers ayant privilège spécial, résultat qui ne pouvait avoir lieu antérieurement.

CRÉANCIERS AYANT PRIVILÈGE SPÉCIAL.

Si leur privilège porte sur un immeuble, pas de difficulté, ces créanciers exerceront les droits que leur confère l'art. 2 et en ce qui les concerne nous ne voyons rien de particulier à dire. — En est-il de même si leur privilège spécial porte sur un meuble (2)? Oui, si ce privilège n'est pas fondé sur une idée de nantissement, mais dans le cas contraire, quand il s'agit par exemple du privilège du voiturier, de

(1) Demante. *Cours analyt.*, IX, n° 49; — Duranton, XIX, n° 203; — Aubry et Ran, III, n° 479; — Civ. rej., 19 janvier 1864, D. 64, I. 80; — Civ. cass., 15 mars 1875, D. 75, I. 273; — Civ. cass., 18 juin 1889, D. 89, I. 399.

(2) Application a été faite au privilège du vendeur de meubles. Trib. civ. de la Seine, 3 août 1897. Le Droit, 30 septembre 1897.

l'aubergiste, etc., qui perdent leur privilège dès qu'ils cessent d'être nantis de leur gage, une difficulté se présente.

Du moment où l'objet de la sûreté vient à périr, leur droit n'a-t-il pas disparu avec lui, puisque la loi le subordonnait à la possession de la chose?

Nous ne le croyons pas. Nous pensons que le législateur a voulu que l'indemnité remplace le prix de vente pour les créanciers privilégiés; on ne saurait assimiler la perte de la chose au dessaisissement du créancier nanti.

On a fait, au sujet du privilège du Trésor, une remarque importante.

La loi du 5 septembre 1807, accorde au Trésor sur les biens de ses comptables, différentes garanties; un privilège général sur tous les meubles, un privilège spécial sur les immeubles acquis à titre onéreux depuis leur entrée en fonctions et enfin une hypothèque légale sur tous les immeubles qui ne sont pas frappés par le privilège, soit acquis antérieurement à l'entrée en fonctions, soit acquis à titre gratuit.

Lorsqu'avant la loi de 1889, un des immeubles du comptable, grevé seulement de l'hypothèque légale du Trésor, venait à périr, ce dernier voyait l'indemnité d'assurance grossir les biens sur lesquels

il avait privilège, au détriment peut-être d'un créancier hypothécaire préférable à lui et dont l'hypothèque était éteinte; aujourd'hui ce résultat ne se produira plus; l'indemnité remplaçant le prix de l'immeuble sera attribuée au créancier hypothécaire dont l'hypothèque était préférable à celle du Trésor.

Signalons en passant une disposition bien inutile contenue dans la loi du 18 juillet 1898.

Lorsqu'en 1898 le législateur crut devoir créer les warrants agricoles, il oublia complètement la disposition de la loi de 1889. En effet, la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles s'exprime ainsi dans son art. 4 :

« Le warrant doit indiquer si le produit warranté
 » est assuré ou non et en cas d'assurance le nom et
 » l'adresse de l'assureur; les porteurs de warrants
 » ont sur les indemnités d'assurances dues en cas de
 » sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la
 » marchandise assurée. »

Cette disposition était complètement inutile, puisque depuis la loi de 1889, c'est l'application du droit commun. Les rédacteurs de la loi de 1898 semblent avoir absolument ignoré la loi de 1889. Ils n'ont pas cru, en édictant l'art. 4, faire application du droit commun mais bien innover. Il a été

dit à la Chambre des députés par le rapporteur au sujet de cet article « il fallait une disposition formelle pour décider que le privilège serait transporté sur l'indemnité en cas de sinistre, il y a là, en effet, une dérogation au droit commun et à une jurisprudence établie (1) ». Cette affirmation erronée n'a soulevé aucune protestation à la Chambre des députés. Reproduite dans le rapport présenté au Sénat, elle n'a été également l'objet d'aucune observation (2).

PRIVILÈGES CRÉÉS PAR LE CODE DE COMMERCE.

Il faut également reconnaître aux créanciers privilégiés du droit commercial le droit d'exercer leur droit de préférence sur l'indemnité d'assurance.

La loi du 28 mai 1858, art. 10, avait admis, nous l'avons vu, que le porteur du récépissé ou du warrant, avait sur l'indemnité d'assurance les mêmes droits que sur les marchandises déposées aux magasins généraux ; mais cette loi n'avait pas déterminé dans quelles conditions, les paiements faits par les

(1) *Journal officiel*. Documents parlementaires. Chambre des députés. Session extraordinaire de 1897, n° 249.

(2) *Journal officiel*. Documents parlementaires. Sénat. Session extraordinaire, 1898, p. 411.

assureurs seraient opposables aux créanciers; aujourd'hui que la loi de 1889 a généralisé l'exception faite en faveur des porteurs de récépissé ou de warrants, nous pensons que la loi de 1889 leur est applicable en ce qui concerne les paiements faits de bonne foi par les assureurs.

La loi de 1858, pas plus que la loi du 10 décembre 1874, art. 17, accordant un droit de préférence sur l'indemnité d'assurance aux créanciers hypothécaires sur un navire en cas de perte de celui-ci, ne faisait allusion aux créanciers ayant privilège aux termes des art. 191 et suivants du Code de Commerce; aussi, la majorité des auteurs, leur refusaient-ils, avec raison, la faveur exceptionnelle accordée par ces lois.

Si l'on peut dans une certaine mesure, a-t-on dit, admettre que le propriétaire a agi, en faisant le contrat d'assurance, dans l'intérêt de ses créanciers gagistes ou ayant une hypothèque sur le navire, hypothèque toujours conventionnelle, on comprend moins cette intention, quand il s'agit de créanciers qui ne tiennent leur droit que de la loi (1). Nous pensons qu'aujourd'hui, la solution contraire doit

(1) Boistel. *Précis de Droit Commercial*, n° 1320. Contrà Laurin, t. I, p. 183.

être admise, et que tous les créanciers privilégiés du Droit commercial pourront invoquer le bénéfice de la loi de 1889.

CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES.

Toute hypothèque, nous l'avons dit, quelle qu'elle soit, légale, conventionnelle ou judiciaire, doit procurer à son titulaire le bénéfice de l'attribution légale. Nous ne nous arrêterons que sur l'hypothèque maritime, qui a soulevé une difficulté.

La loi du 10 décembre 1874, art. 17. à laquelle nous avons déjà fait allusion, avait reconnu aux créanciers hypothécaires sur un navire, droit à l'attribution, par préférence, de l'indemnité d'assurance. Elle avait décidé, que la seule inscription de l'hypothèque au bureau des Douanes, vaudrait opposition entre les mains de l'assureur.

Cette dernière disposition enlevait aux assureurs toute sécurité. Ils devaient exiger, pour payer au propriétaire l'indemnité due, la présentation d'un certificat négatif du Receveur des Douanes.

Les Compagnies d'assurances, que cette disposition exposait à payer deux fois l'indemnité, au propriétaire et aux créanciers inscrits dont ils n'avaient pas eu connaissance, s'entendirent pour refuser d'as-

surer, dorénavant, les navires hypothéqués. Certaines Compagnies prohibèrent même, dans leur police, sous peine de nullité, l'hypothèque du navire assuré.

Devant cette résistance des Compagnies, le législateur finit par céder (1). Une nouvelle loi, réorganisant l'hypothèque maritime, la loi du 10 juillet 1885, ne reproduisit plus les dispositions de l'art. 17, et les rapports présentés lors du vote de la loi démontrent bien l'intention de revenir en arrière, c'est-à-dire à l'application du droit commun; désormais, les créanciers hypothécaires ne pourront exercer sur l'indemnité d'assurance leur droit de préférence, que dans le cas d'une cession expresse, qui ne sera opposable aux Compagnies d'assurances qu'après une signification régulière.

La loi de 1889 a-t-elle modifié la situation faite par la loi de 1885 aux créanciers ayant hypothèque sur un navire? Doit-on au contraire exclure l'assurance maritime de son application?

Nous adopterons l'opinion des auteurs qui pensent que les termes généraux de la loi qui prévoit par les mots « et autres risques » les risques quel-

(1) Comp. Ch. Lyon-Caen. *Gaz. des Tribunaux*, n° du 2 avril 1874; — Cauwès : *De l'hypothèque sur les navires*, p. 209; — Bellotte : *De l'hypothèque maritime*, p. 60 et suiv.

conques, attribuent également aux ayants droit les indemnités d'assurances maritimes ou fluviales, comme celles dues en cas d'inondation, d'explosion, etc.

On a, il est vrai, objecté contre ce système, que le législateur avait, en connaissance de cause, omis de reproduire en 1885 la disposition contre laquelle les Compagnies d'assurances s'étaient insurgées ; qu'une disposition générale ne saurait déroger à une disposition spéciale.

Il est facile de répondre au premier argument, que la loi de 1889, comme nous le verrons plus tard, ayant complètement abandonné les règles de l'art. 17 de la loi de 1874 qui donnaient tant d'inquiétudes aux Compagnies d'assurances, pour adopter, au contraire, ce principe, que les paiements faits de bonne foi par elles, ne sauraient être critiqués, les motifs qui ont fait omettre dans la loi de 1885 l'attribution légale, n'existent plus.

Quant à l'argument tiré de la généralité de la loi de 1889 et de la spécialité de la loi de 1885, on peut y répondre par cette considération, qu'une loi générale peut bien suppléer à une loi spéciale, sur un point sur lequel cette dernière est muette.

La loi de 1885 ne contenant rien relativement à cette attribution ne saurait en conséquence exercer

aucune influence sur l'application de la loi de 1889 (1).

D'ailleurs, si l'on refuse aux créanciers hypothécaires sur navire les avantages de la loi de 1889, malgré les termes généraux, sous prétexte que la loi de 1874, qui contenait une semblable disposition a été abrogée par la loi de 1885, comme on ne peut raisonner de même pour les créanciers privilégiés sur le navire auxquels la loi de 1874 n'a pas fait allusion et auxquels la loi de 1885 est par conséquent complètement étrangère et qu'il faut admettre que la loi de 1889 est applicable à ces derniers, on se trouve en présence d'une singulière anomalie, puisqu'on refuse aux uns ce qu'on accorde aux autres, sans justification possible.

Ce qui prouve bien que le législateur a voulu appliquer la disposition nouvelle à l'hypothèque maritime, c'est l'incident qui s'est produit au Sénat.

La Commission du Sénat remplaça les mots « Indemnités dues par les Compagnies d'assurances » qui se trouvaient dans la proposition primitive, par ceux-ci : « Indemnités dues par suite

(1) Darras et Tarbouriech, p. 17 ; — *Journal de l'assureur et de l'assuré*, année 1899, p. 152 et 153 ; — Danjon. *Éléments de droit maritime*, 1893, p. 518 ; — Laurin. *Précis de droit maritime*, 1893, p. 52, 53 et 54.

d'assurances ». Le rapporteur de la Commission justifia ainsi la modification :

« Mentionner les Compagnies d'assurances, dit-il, » c'est restreindre l'application de la loi au cas le » plus ordinaire, celui où l'assurance est faite par » une Compagnie. Nous avons remarqué qu'il pou- » vait y avoir des assurances qui n'étaient pas » l'œuvre des Compagnies, des assurances qui » n'étaient pas constituées en Compagnie, cela a lieu » notamment pour les assurances maritimes. Nous » avons donc dû substituer à notre première formule » celle-ci qui est plus compréhensive « les indemni- » tés dues par suite d'assurances » (1).

La loi de 1885 en abrogeant la loi de 1874 avait remplacé l'hypothèque maritime sous l'empire du droit commun; la loi de 1889 est venue changer le droit commun, elle s'applique donc à l'hypothèque maritime (2).

Remarquons, d'ailleurs, que l'extension de la loi à l'hypothèque maritime, est très équitable. En raison de la fréquence et de la gravité des sinistres de mer, la disposition de la loi de 1880 est encore plus utile aux créanciers hypothécaires en matière d'as-

(1) *Journal officiel* de 1889. Débats parlementaires. Sénat, 1889, p. 188.

(2) En ce sens Bufnoir à son cours; — Lyon-Caen et Renault. *Traité de D^e Commercial*, 2^e édition VI; nos 1665 à 1668; — Darras et Tarbouriech, *Op. cit.*, n^o 15 et suiv.

surances maritimes, qu'en toutes autres matières. La loi de 1889 n'est-elle pas aussi générale que possible d'ailleurs, et dans ces termes ne prévoit-elle pas tout espèces de risques, « assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques » ?

L'article 17 de la loi de 1874 ne s'appliquait qu'aux assurances dues en cas de sinistres majeurs. Sans doute, le texte ne le disait pas expressément, mais cela résultait des termes du rapport fait au nom de la Commission.

La raison en était, que si la disposition se fût appliquée à tous sinistres quelconques, des inscriptions auraient pu être prises après le sinistre, dans l'intervalle de temps qui s'écoulait entre la production à l'assureur du certificat négatif des Douanes et le paiement de l'indemnité à l'assuré, de sorte que, l'assureur eut couru le danger d'être forcé de payer deux fois, tandis qu'en limitant l'application de l'art. 17 aux sinistres majeurs, ce danger ne pouvait se présenter, car il est certain qu'on ne peut inscrire une hypothèque sur un bien qui n'existe plus, ou sur des débris qui sont jugés n'être plus un navire (1).

(1) Boistel. *Précis de Dt Commercial*, 3^e édition, page 901, note 2. Lyon-Caen. *Gazette des Tribunaux* des 1^{er} et 2 avril 1875.

Aujourd'hui que la loi de 1889 valide les paiements faits de bonne foi par l'assureur, le danger n'existe plus, il n'y a aucune raison pour refuser aux créanciers hypothécaires l'attribution de l'indemnité due même pour les sinistres qui n'entraînent pas la perte ou l'innavigabilité du navire.

Il est vrai que la plupart du temps, dans ce cas, l'indemnité sera employée à réparer le navire, ce qui reconstituera leur sûreté aux créanciers hypothécaires.

CRÉANCIERS AYANT DEMANDÉ LA SÉPARATION DES PATRIMOINES.

Nous ne pouvons entrer dans la controverse célèbre qui s'est élevée sur la question de savoir si ces créanciers n'ont, comme le pensent la majorité des auteurs, qu'un droit de préférence, qui ne serait pas un véritable privilège dans le sens propre du mot, ou s'ils ont au contraire un véritable privilège, donnant droit de préférence et droit de suite.

Il est évident que si on admet cette dernière opinion, on ne saurait leur refuser le bénéfice de l'attribution légale.

Mais tout en adoptant l'opinion généralement admise, que la séparation ne donne qu'un droit de

préférence, nous croyons qu'on ne saurait leur refuser le bénéfice de la loi de 1889.

Tout d'abord, ils rentrent bien dans les termes de la loi, créanciers privilégiés; leur privilège est d'une nature spéciale, mais enfin c'est un privilège.

D'autre part, la loi leur accorde un droit de préférence sur le prix de vente; pourquoi, dès lors, n'exerceraient-ils pas leur droit sur l'indemnité qui le remplace?

On peut se demander ce qu'ils gagneront à la loi nouvelle, car, avant elle, quand l'indemnité était payée à l'assureur, ils pouvaient se faire payer sur cette indemnité rentrée dans le patrimoine de l'héritier à titre de valeur héréditaire, comme sur tout autre bien venant de la succession, par préférence aux créanciers personnels de l'héritier. Ils y gagneront que, tandis qu'ils avaient besoin pour empêcher la confusion de se produire, de faire saisie-arrêt entre les mains de l'assureur, ils n'auront plus aujourd'hui qu'à se faire connaître pour le constituer de mauvaise foi, s'il versait l'indemnité entre les mains de l'héritier.

Jusqu'ici, nous n'avons accordé le bénéfice de l'attribution légale qu'à des créanciers privilégiés ou hypothécaires; faut-il aller plus loin, et généralisant la portée de la loi de 1889 l'accorder à tout

ayant cause de l'assuré ayant droit à la chose périe? Nous l'avons déjà dit, nous ne le croyons pas. Nous avons cependant à examiner quelques cas pour lesquels on a voulu faire cette généralisation.

CRÉANCIERS AYANT UN DROIT DE RÉTENTION.

A côté des créanciers privilégiés ou hypothécaires, nous savons qu'il existe des créanciers qui sont autorisés à retenir une chose dont ils sont détenteurs, comme garantie d'une créance connexe, notamment dans le cas des art. 867, 1612, 1613, 1749, 1948, 2082, 2087 du Code civil et dans d'autres cas admis par la doctrine ou la jurisprudence (1). Convient-il de les faire bénéficier de la faveur de la loi de 1889? Nous ne le pensons pas.

La nature du droit de rétention et d'autre part les termes de la loi nous paraissent être un obstacle à cette extension.

La loi ne parle que des créanciers privilégiés ou hypothécaires; les créanciers ayant un droit de rétention ne rentrent dans aucune de ces classes.

D'autre part, ils ne sauraient, par la perte de la chose, acquérir un droit de préférence qu'ils n'avaient pas auparavant sur le prix de la chose. Leur droit

(1) *Conf.* Aubry et Ran, t. 3, p. 115.

ne consiste que dans une exception, un moyen de défense. Le droit du créancier ne peut s'exercer que s'il a la chose entre les mains (1). La perte a beau avoir été la cause du désaisissement involontaire, il n'en est pas moins vrai que le droit de rétention est devenu impossible. Le créancier ne saurait l'exercer sur une chose incorporelle, la créance d'indemnité.

Nous ne croyons pas qu'il y ait contradiction à refuser aux créanciers munis d'un droit de rétention l'attribution légale, et à l'accorder comme nous l'avons fait aux créanciers privilégiés spéciaux sur meubles, fondés sur une idée de nantissement ; d'une part, ces derniers sont en effet compris dans les termes de la loi, et d'autre part, ils ont ce que les premiers n'ont pas, droit de préférence sur le prix de vente, ce qui leur donne droit à l'indemnité d'assurance, substituée par la loi de 1889 à ce prix.

CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES MUNIS D'UN DROIT DE SUITE.

Contrairement au droit commun, suivant lequel le droit de suite n'existe pas sur les meubles, les créanciers chirographaires d'un propriétaire de

(1) Aubry et Brau, t. 3. p. 114.

navire jouissent d'un droit de suite sur le navire.

Cela est généralement admis d'après l'interprétation que l'on donne à l'art. 190. Ce droit de suite avait été donné aux créanciers chirographaires par l'ordonnance de 1681 ; maintenu par la loi du 11 brumaire an VII (art, 8) et par le Code civil art. 2120, il a été consacré de nouveau par le Code de Commerce art. 190. On a vainement objecté que l'art. 193 du Code de Commerce, qui réglemente l'extinction du droit organisé par l'art. 190, ne parle que des droits des créanciers privilégiés ; en effet, ce n'est pas dans un texte qui réglemente l'extinction d'un droit qu'il faut chercher l'étendue de ce droit, mais dans le texte qui l'organise.

Leur reconnâitrons-nous le droit à l'indemnité d'assurance ? Non assurément. Ils ne rentrent pas dans les termes de l'art. 2 de la loi. D'ailleurs, nous le verrons plus tard, d'autres raisons, selon nous, les empêcheraient encore d'exercer leur droit sur l'indemnité due au tiers détenteur.

PERSONNES AYANT DROIT AU RETOUR LÉGAL.

L'art. 747 donne aux ascendants donateurs le droit de succéder à l'exclusion de tous autres aux biens donnés par eux, lorsque ces biens se retrou-

vent en nature dans la succession du descendant donataire, mort sans postérité. Quand le bien a été aliéné, les ascendants ont droit au prix, s'il est encore dû ; il ont également droit aux actions en reprise que pouvait avoir le donataire.

L'art. 766 accorde les mêmes droits aux frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel mort sans postérité, sur les biens recueillis par lui de ses père et mère décédés.

Enfin les art. 351 et 352 accordent à l'adoptant et à ses descendants, un droit de succession exclusif aux biens donnés par l'adoptant, dans les mêmes conditions, et bien que ces articles ne fassent pas mention du prix encore dû, on est généralement d'accord pour leur appliquer les règles des art. 747 et 766.

Ces ayants droit à la succession anormale pourront-ils se prévaloir de la loi de 1889? L'affirmative est assez généralement admise. Nous croyons que c'est à tort, et que la loi de 1889 ne saurait leur être appliquée. Les auteurs (1) qui pensent, qu'en accordant au successeur anormal le droit au prix encore dû, le législateur n'a fait qu'appliquer la règle générale qui veut que le droit ne s'exerce que sur le bien

(1) Demolombe, XVII, 524 ; — Demante, 3, n° 58 bis.

qui se retrouve en nature, parce que tant que le prix n'est pas encore payé, le bien n'est pas irrévocablement aliéné, puisque l'action résolutoire peut encore le faire rentrer dans le patrimoine, doivent forcément, ce nous semble, refuser l'attribution de l'indemnité, puisqu'ici le bien a définitivement péri, et ne saurait rentrer en nature dans le patrimoine.

Mais, en admettant même que le prix, encore dû, soit subrogé par la loi à l'immeuble lui-même, ou même, qu'il y ait une véritable dérogation au principe, c'est-à-dire à la nécessité que le bien se retrouve en nature, l'indemnité ne saurait, selon nous, remplacer le prix de vente, attendu que l'assimilation de l'indemnité d'assurance au prix de vente n'a été faite par la loi que dans un but d'équité et pour des créanciers ayant des droits antérieurs sur la chose, autrement intéressants que le successeur anomal, appelé seulement à une succession éventuelle.

Les mêmes considérations nous font refuser aux héritiers ayant droit au rapport, le droit de prétendre à l'indemnité d'assurance due à l'héritier donataire soumis au rapport. Certainement la loi de 1889 n'a pas eu en vue semblable hypothèse.

CHAPITRE IV.

CONDITIONS D'EXERCICE DES DROITS CONFÉRÉS PAR LA LOI DE 1889.

SECTION 1^{re}.

PAR QUI L'ASSURANCE DOIT-ELLE AVOIR ÉTÉ CONTRACTÉE ?

Si l'assurance a été contractée par le propriétaire de la chose du chef duquel elle est grevée de privilège ou d'hypothèque, nulle difficulté; l'art. 2 recevra son application, et cela, sans distinguer si le propriétaire assureur était lui-même débiteur personnel des créanciers, ou s'il l'a volontairement affectée par hypothèque à la dette d'autrui.

La seule question qui pourrait se poser dans cette hypothèse, serait celle de savoir si les créanciers chirographaires, primés par les créanciers privilégiés ou hypothécaires, ne pourraient pas prétendre avoir droit au remboursement des primes payées par le débiteur commun, pour l'entretien de l'assurance.

Au premier abord, leur prétention paraîtrait fondée. En effet, ces primes ont été prélevées sur des valeurs qui formaient le gage commun des créanciers, valeurs qui auraient servi à désintéresser les créanciers chirographaires, si le contrat d'assurance n'avait pas été fait. Il semble qu'il ne serait pas équitable que les créanciers chirographaires vissent ainsi leur gage diminué au profit exclusif des créanciers qui les priment.

Nous ne pensons pas cependant que leur prétention doive être admise.

En contractant une assurance, un propriétaire fait un acte de bonne administration, qui ne saurait être critiqué par aucun de ses créanciers, il n'entame pas son capital pour acquitter les primes, qu'il prélève généralement sur ses revenus. On peut d'ailleurs, faire observer que si l'immeuble était reconstruit avec les fonds provenant de l'indemnité d'assurance, bien que les droits des créanciers privilégiés ou hypothécaires fussent, par le fait de la reconstruction, rétablis comme avant le sinistre, ils n'auraient certainement aucune prétention à élever. Leur droit ne saurait dépendre de l'emploi de l'indemnité.

On peut supposer que l'assurance a été contractée, ou au moins continuée par un tiers détenteur acqué-

reur de la chose grevée de privilège ou d'hypothèque. Appliquons-nous aussi l'art. 2 de la loi ? Les créanciers privilégiés ou hypothécaires pourront-ils exercer sur l'indemnité d'assurance due au tiers détenteur leur droit de préférence, à l'encontre de ses propres créanciers ?

A s'en tenir aux termes généraux de la loi, il faudrait donner une réponse affirmative, car l'art. 2 ne distingue pas par qui l'assurance a été contractée. Mais il est facile d'écarter cet argument, en disant que la loi s'est placée dans l'hypothèse la plus simple, qu'elle a prévu seulement le cas d'un débiteur, assurant le bien grevé par lui d'hypothèque ou de privilège.

Remarquons, en effet, que l'hypothèse que nous envisageons se posera rarement dans la pratique, le tiers détenteur ayant généralement eu le soin de purger.

Plusieurs auteurs (1) ont cru devoir reconnaître aux créanciers droit à l'attribution légale de l'indemnité due au tiers détenteur, en se fondant sur cette considération, que le tiers détenteur tenu aux termes de l'art. 2168 de payer ou de délaisser, bien que tenu *propter rem*, n'en est pas moins un véri-

(1) Pannier, loc. cit. p. 14. Darras et Tarbouriech, loc. cit. n° 34.

table débiteur ; que le délaissement que la loi lui permet de faire n'est pour lui qu'une faculté, qui lui est accordée, pour se soustraire aux poursuites et qu'en conséquence, il n'y a pas lieu de faire de différence entre l'assurance contractée par le débiteur personnel et celle contractée par le tiers détenteur.

Ces auteurs s'appuient également, sur le but que, selon eux, a dû avoir la loi nouvelle, de suppléer à la pratique suivie antérieurement, lorsque les créanciers pour assurer leur droit, contractaient eux-mêmes une assurance, ce qu'ils pouvaient évidemment faire, que l'immeuble fût entre les mains de leur débiteur ou d'un tiers détenteur. MM. Darras et Tarbouriech qui admettent l'attribution de l'indemnité due au tiers détenteur, lui reconnaissent le droit de se faire rembourser les primes payées par lui. Ce droit pourrait cependant leur être refusé si l'on considère qu'ayant eu la faculté de purger, et n'en ayant pas usé, le tiers détenteur doit en subir les conséquences.

Pour les auteurs qui admettent l'application de la loi à l'indemnité d'assurance due au tiers détenteur, il est logique de reconnaître à ce dernier contre son auteur, le même recours que s'il avait été évincé, et de le faire profiter de la subrogation légale de l'art. 1251 du Code civil.

Nous ne croyons pas que ce système doive être admis.

Il est fort contestable que le tiers détenteur soit un débiteur, attendu que le Code ne le qualifie jamais comme tel ; l'art. 2167 dit seulement qu'il est obligé comme détenteur, ce qui implique qu'il paye sans être tenu personnellement. La formule exacte serait qu'il est tenu d'abandonner le bien, s'il n'aime mieux payer. Il en résulte que la perte de l'immeuble doit le soustraire à toute obligation hypothécaire (1).

Le tiers détenteur n'étant tenu par aucun lien, vis-à-vis des créanciers du débiteur, n'a pu faire le contrat d'assurance que dans son intérêt exclusif. Ce contrat ne saurait profiter à des créanciers qui lui sont complètement étrangers. S'il n'avait pas contracté l'assurance, il ne devrait rien aux créanciers en cas de perte de la chose, pourquoi le fait d'assurer l'immeuble changerait-il la situation ? Si nous avons admis l'attribution dans le cas où l'assurance était contractée par le tiers qui a hypothéqué son bien à la dette d'autrui, c'est que la situation était différente, puisque lui-même avait, en consentant l'hypothèque, contracté avec eux.

(1) Laurent. Colmet de Santerre.

Il nous paraît évident que la loi a voulu régler la situation respective des créanciers d'un même débiteur ; l'attribution de l'indemnité d'assurance due au tiers détenteur, aurait lieu au profit des créanciers du précédent propriétaire au détriment des créanciers personnels du tiers détenteur ; ce serait en dehors, croyons-nous, de l'hypothèse prévue par la loi, qui a voulu donner aux créanciers les mêmes avantages que leur donnerait une délégation expresse faite par le débiteur, du montant de l'indemnité. Si cette délégation eut eu lieu, elle serait, certainement, non opposable au tiers détenteur étranger à la délégation.

Il nous reste encore à examiner l'hypothèse où l'assurance aurait été contractée par un créancier privilégié ou hypothécaire. Depuis la loi de 1889, cette hypothèse sera plus rare, mais elle peut encore se présenter, dans le cas où le propriétaire n'a pas assuré lui-même le bien grevé ou ne l'a assuré que d'une façon insuffisante.

Tout d'abord, il y a lieu de se demander, en écartant bien entendu l'hypothèse où le créancier aurait reçu mandat du propriétaire d'assurer l'immeuble pour son compte, si un créancier a le droit d'assurer autre chose que ce qui lui appartient. Beaucoup d'auteurs l'admettent. Ils pensent que

dans ce cas le créancier a agi comme gérant d'affaires du propriétaire et des autres créanciers. Dès lors, ils admettent que le créancier n'a acquis ainsi aucun droit privatif sur l'indemnité, et que celle-ci doit être attribuée selon les règles de la loi (1), c'est-à-dire que quelque soit le rang du créancier auteur de l'assurance, l'indemnité devra être distribuée, suivant leur rang, entre les créanciers privilégiés ou hypothécaires, et que le créancier assuré aura seulement un recours contre le débiteur propriétaire ou les créanciers le primant, pour le recouvrement des primes par lui payées.

Nous préférons croire que les créanciers ne peuvent assurer que ce qui leur appartient, c'est-à-dire que le démembrement de propriété qui leur a été concédé par le débiteur ou par la loi, mais qu'ils ne sauraient assurer au-delà de leur droit, c'est-à-dire de leur intérêt. On ne saurait admettre ici une gestion d'affaire ; si le débiteur ne s'est pas assuré ou s'est assuré insuffisamment, c'est qu'il n'a pas jugé à propos de le faire, un tiers ne saurait gérer

(1) Baudry-Lacantinerie. Traité de droit civil. Privilèges et hypothèques, n° 29. Marton, 1. n° 264. Guilhouard, 1 n° 165. Darras et Tarbouriech, n° 37. Colmar, 27 juin 1823. Rejet, 29 déc. 1824. Dall. ass. terr. n° 82.

malgré lui ; un créancier n'a aucune qualité pour assurer l'immeuble pour lui (1).

MM. Darras et Tarbouriech, qui admettent cependant cette solution, reconnaissent eux-mêmes que le créancier qui a contracté l'assurance ne peut avoir eu l'intention de se porter gérant d'affaires du propriétaire ou des autres créanciers, mais ils estiment que son intervention tourne par la force des choses au profit de ceux-ci, et invoquent les termes généraux de la loi.

La loi n'a pas prévu selon nous cette hypothèse. L'assurance contractée par un créancier ne peut profiter qu'à lui seul et seulement, bien entendu dans la mesure des risques qu'il a pu courir. L'indemnité devra être fixée au montant de la somme que le créancier eût obtenu, si l'objet avait été vendu au moment du sinistre ; c'est ainsi qu'on respectera la règle que l'assurance ne peut être une source d'enrichissement pour l'assuré. De quoi les autres créanciers pourraient-ils se plaindre ? N'est-ce pas lui qui a couru les risques du paiement bien inutile des primes dans le cas où le sinistre ne se produit pas ? Dès lors n'est-il pas juste qu'il évite seul, en profitant de l'indemnité, la perte contre

(1) Laurent XXXI. *Principes de droit civil*, n° 411.

laquelle par prévoyance il a voulu se protéger ?

Si on objectait qu'indirectement, l'assurance tournera au profit du propriétaire débiteur, qui se trouvera libéré vis-à-vis du créancier assuré du montant de ce qui lui aura été payé par l'assureur, nous répondrons que ce résultat ne se produira pas, parce que l'assureur aura le soin de se faire céder ses droits par le créancier assuré, de sorte qu'en définitive le débiteur n'y gagnera rien.

On peut supposer l'hypothèse dans laquelle un immeuble ferait l'objet d'une double assurance, l'une faite par le propriétaire, l'autre par un créancier hypothécaire. Il nous semble que dans ce cas le créancier sera indemnisé par l'assureur du montant de ce qu'il eût obtenu sans le sinistre et que l'assureur, de son côté, se substituant au créancier jouira lui-même sur l'indemnité due au propriétaire, de l'attribution légale à laquelle avait droit le créancier. Si le nu-propriétaire, après avoir hypothéqué sa nue-propriété, fait un contrat d'assurance, nul doute que ses créanciers hypothécaires jouiront de l'attribution légale. Il en sera de même des créanciers d'un usufruitier qui aurait assuré son usufruit après l'avoir hypothéqué. Mais nous ne pensons pas qu'en aucun cas les créanciers de l'un puissent prétendre à l'attribution de l'indem-

nité due à l'autre. Il faudrait supposer pour admettre ce résultat que l'un des deux nu-propriétaire ou usufruitier ait, en s'assurant, contracté pour le compte de l'autre.

SECTION II.

NÉCESSITÉ POUR LES CRÉANCIERS ATTRIBUTAIRES SOUMIS A INSCRIPTION, DE REMPLIR CETTE FORMALITÉ.

Tout d'abord, il résulte très clairement du texte même de la loi « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse » que les créanciers n'ont pas besoin pour jouir de l'attribution, de se faire, comme avant la loi, concéder par le débiteur une cession ou une subrogation.

Désormais leur attribution a lieu de plein droit ; pour eux, l'indemnité remplace absolument le prix de vente et ils ont sur elle les droits qu'ils exerceraient sur lui. Il ne peut donc plus être question des formalités de signification à l'assureur ou de la nécessité de son acceptation. L'art. 1690 n'a plus ici d'application.

La loi de 1889 a voulu compléter, fortifier, le droit des créanciers ; elle leur a donné un complément qui manquait jusqu'alors à leur sûreté réelle.

Les explications données par le rapporteur ne sauraient laisser aucun doute à ce sujet : « D'après » l'art. 2, disait M. Lacombe, les droits des créanciers privilégiés ou hypothécaires sont transportés » de plein droit sur les indemnités qui sont allouées » par les Compagnies d'assurances. C'est là une » modification complète du droit actuel, non seulement en ce sens que cette subrogation n'existe » pas de plein droit, mais en outre en ce sens que » le projet fait échapper une série de valeurs mobilières, de créances aux dispositions de l'art. 1690, » d'après lesquelles le cessionnaire n'est saisi à » l'égard des tiers que par la notification du contrat » de transport. »

Il n'y a certainement à ce point de vue aucune différence à faire entre les différentes espèces de créanciers attributaires ; quels qu'ils soient, privilégiés ou hypothécaires, dispensés ou non d'inscription, ils n'ont pas de signification à faire à l'assureur. Doivent-ils au moins pour invoquer les droits que leur confère la loi avoir rempli les formalités d'inscription ?

Examinons d'abord la situation des créanciers dont les privilèges ou hypothèques ne sont pas astreints à la publicité, privilèges sur meubles, ou hypothèques de mineurs ou de femmes mariées tant

que dure la tutelle ou le mariage et dans l'année qui suit.

Il est bien évident qu'on ne saurait exiger de ces créanciers une inscription, qui, pour les premiers, serait impossible à prendre, et dont la loi dispense formellement les seconds, par faveur pour leur incapacité.

Ces créanciers auront donc droit à l'attribution, sans inscription, sans qu'aucune publicité ait été donnée à leur droit ; ils n'auront qu'à se faire connaître de l'assureur, avant le paiement.

Quant aux créanciers privilégiés ou hypothécaires soumis à inscription, ils devront pour avoir droit à l'attribution avoir rempli avant le sinistre, les obligations que leur impose la loi, pour donner de la publicité à leur droit. Ils devront s'être conformés à toutes les prescriptions de la loi exigées pour la conservation de leur rang de préférence.

Rien dans la loi ne nous permet de supposer que le législateur ait voulu déroger au principe, qui veut, que tant que les formalités exigées par la loi pour qu'un droit réel soit conservé à l'égard des tiers, n'ont pas été remplies, ce droit soit réputé ignoré d'eux, et ne leur soit pas opposable, alors même qu'ils ont pu par une voie quelconque en avoir eu connaissance personnelle.

L'assureur ne saurait être traité ici plus durement qu'un acheteur ; en conséquence les créanciers soumis à inscription et non inscrits au jour du sinistre n'existent pas pour les Compagnies d'assurances qui pourront et même devront refuser de payer entre leurs mains. Tout paiement fait par elles dans de semblables conditions pourrait être critiqué par l'assuré, ou par les créanciers postérieurs.

Mais en supposant que l'inscription d'un de ces créanciers soit, au moment du sinistre, sur le point d'être périmée, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire pour lui, de se réinscrire. Le droit des créanciers attributaires se fixe au jour du sinistre ; à ce jour il était inscrit, l'effet légal de son inscription est produit.

Le créancier non inscrit au jour du sinistre, pourra encore s'inscrire après, en cas de perte partielle, car tant qu'elle existe la chose peut faire l'objet d'une inscription. Mais l'hypothèse est peu pratique, parce que le plus souvent dans ce cas l'indemnité sera employée à rétablir la chose dans son état primitif.

En cas de perte totale, hypothèse difficile à supposer en matière d'immeubles, mais fréquente s'il s'agit d'un navire, l'inscription ne saurait être prise

après le sinistre (1). Sans doute, aujourd'hui, l'inscription prise après le sinistre n'aurait plus l'inconvénient que nous avons signalé sous l'empire de la loi de 1874, exposer les Compagnies à payer indûment à l'assuré, après la production du certificat négatif, au détriment d'un créancier inscrit entre cette production et le paiement, puisque les paiements de bonne foi sont validés, mais il ne saurait être douteux que l'inscription manquerait de base, la chose grevée ayant disparu.

SECTION III.

DES PAIEMENTS FAITS DE BONNE FOI.

A supposer les créanciers soumis à inscription, régulièrement inscrits, devra-t-on dire que les formalités exigées par la loi pour rendre les privilèges ou hypothèques opposables aux tiers ayant été remplies, ces droits sont dès lors réputés connus de tous les intéressés et par conséquent que les Compagnies ne sauraient, par cela seul, faire un paiement valable entre les mains de l'assuré ? Que l'inscription vaudra signification ? C'est ce qu'avait décidé l'art. 17 de la loi de 1874. Nous avons vu les mau-

(1) Lyon-Caen. *Gaz. des Tribunaux*, 2 avril 1875.

vais résultats que cette disposition avait donnés. Les assureurs de navires menacés de payer deux fois, s'ils n'avaient pas pris soin de rechercher toutes les inscriptions existantes avant d'acquitter l'indemnité, s'étaient coalisés pour refuser d'assurer les navires hypothéqués. Le législateur de 1889, instruit par l'expérience, n'a pas voulu retomber dans la même erreur. C'était bien en effet une erreur juridique qu'avait commise le législateur de 1874. Il est inexact de tenir pour connus de tous, des droits réels publiés régulièrement, et conformément à la loi. Les formalités de publicité n'ont pour effet que de les faire considérer comme connus de ceux qui traiteraient postérieurement de ces mêmes droits avec celui qui les a consentis, et qui sont eux-mêmes astreints à la publicité. L'assureur n'est pas dans ces conditions (1).

Le texte de la loi comme les travaux préparatoires nous paraissent bien démontrer que les privilèges et hypothèques ne doivent pas être réputés connus par l'assureur par le seul fait de leur inscription. On peut d'ailleurs faire remarquer que l'intention du législateur de consacrer pour l'assureur une

(1) Aubry et Rau § 209 texte et note 77, et § 267 texte et note 3, Danjou.

situation dérogatoire au droit commun, semble bien résulter du mot « toutefois » qui sert de liaison entre le premier et le second paragraphe de l'art. 2.

Sans doute l'inscription a pour but de permettre de prendre connaissance des droits réels qui peuvent grever un bien, puisqu'ils sont publiés, mais nul n'est tenu d'aller consulter les registres d'inscriptions. L'assureur qui n'a à craindre aucun droit de suite ni aucun droit de préférence n'étant ni tiers détenteur, ni créancier, n'a aucun intérêt à consulter les registres (1).

Aux termes de l'art. 2 de la loi, les paiements faits de bonne foi sont opposables aux créanciers attributaires.

Il est bien certain, tout d'abord, que la bonne foi, ici, est exigée de l'assureur, c'est-à-dire du débiteur de l'indemnité ; la bonne ou la mauvaise foi de l'assuré n'a point à être prise en considération. Les mots paiements de bonne foi doivent être pris ici dans le même sens que dans l'art. 1240. D'autre part, il faut admettre qu'il s'agit ici de paiements faits à l'assuré et non à un tiers quelconque,

Que doit-on entendre par paiements de bonne foi ? La bonne foi consiste, ici, pour l'assureur,

(1) Trib. de Commerce de Vienne, 11 juillet 1891.

dans l'ignorance des droits des créanciers. C'est une question de fait ; l'assureur d'une manière ou d'une autre a-t-il eu connaissance de l'existence de créanciers privilégiés ou hypothécaires sur la chose sinistrée, il est de mauvaise foi. Les a-t-il ignorés, il est de bonne foi.

Mais l'assureur est-il tenu au moins de se renseigner ; si son ignorance résulte uniquement de ce qu'il n'a rien fait pour connaître la vérité, alors qu'elle était possible à découvrir, doit-on le considérer comme de mauvaise foi ?

Nous ne croyons pas qu'on puisse hésiter à répondre négativement. L'assureur n'a pas la charge pour se libérer valablement de se livrer à des recherches qui seraient souvent bien difficiles. Si la loi avait semblable exigence la situation des Compagnies serait bien délicate. Tout paiement d'une indemnité à un assuré l'exposerait à de grands dangers.

Le rapporteur à la Chambre des Députés, M. Maunoury, en s'exprimant ainsi : « l'article décide que si le débiteur de l'indemnité a payé avant de connaître le droit de préférence, il ne peut être tenu de payer deux fois, » nous montre bien l'intention du législateur. M. Labiche, au Sénat, confirmait bien cette intention de dispenser les Compa-

gnies de toutes recherches quand il disait : « Une disposition additionnelle sauvegarde les intérêts des Compagnies dont les paiements faits de bonne foi, avant opposition, seront toujours valables. »

Il est hors de doute, pour nous, que c'est aux créanciers à se faire connaître de l'assureur s'ils veulent profiter de l'attribution à laquelle leur donne droit l'art. 2 (1).

Bien qu'on ait critiqué cette disposition, nous la trouvons parfaitement justifiable.

Pourquoi les Compagnies d'assurances auraient-elles à se préoccuper des créanciers qui ne se sont pas fait connaître à elles ? N'est-ce pas à eux-mêmes à veiller à leurs intérêts ? Forcer les Compagnies à s'enquérir des droits qui peuvent exister sur le bien sinistré, les autoriserait à faire, sous prétexte d'enquêtes plus ou moins longues, subir de grands retards au paiement de l'indemnité à l'assuré. Le système de la loi a ce grand avantage que l'assureur pourra payer sans retard l'indemnité d'assurance à l'assuré, s'il n'a connaissance au jour du sinistre d'aucun privilège ou d'aucune hypothèque,

(1) *Contrà* : Duverdy. *Gaz. des Tribunaux*, 15 mai 1889.

Malapert. *Droit*, 28 juin 1889.

Pour : Pannier n° 29.

Raveton. *Gaz. des Trib.* 27 juillet 1889.

et ce, sans exiger aucune justification de ce dernier.

On objectera, sans doute, que les créanciers ne sont pas suffisamment protégés s'ils n'ont pas connaissance de l'assurance.

Mais n'est-ce pas à eux à veiller à la conservation de leurs droits ? Le seul reproche que l'on puisse faire à la loi, c'est de ne pas avoir fixé un délai avant lequel l'assureur ne pourrait se dessaisir de l'indemnité entre les mains de l'assuré, afin de permettre aux créanciers de se faire connaître.

Le législateur ne s'est pas occupé spécialement des créanciers dont l'hypothèque légale produit effet indépendamment de toute inscription. Il a donc voulu que les femmes mariées, les mineurs ou interdits fussent traités comme les autres créanciers. Ces créanciers ne sauraient donc se plaindre de ce que l'assureur avant de payer à l'assuré, n'ait pas cherché à les connaître. Comme les autres, ils ne pourraient attaquer le paiement qu'en prouvant sa mauvaise foi. Pour obtenir le paiement, l'assuré n'a donc aucune justification à produire, de la non existence de privilèges ou hypothèques, et l'assureur devra payer l'indemnité, s'il ne justifie lui-même qu'il a connaissance de l'existence de droits réels sur la chose, puisque ce paiement fait de bonne foi le met à l'abri de tout recours. On ne

saurait, pour exiger une justification quelconque de l'assuré, rapprochant notre hypothèse de celle prévue par l'art. 1250, c'est-à-dire du paiement fait de bonne foi au possesseur de la créance, tirer argument de ce que dans cette dernière hypothèse on exige pour que le paiement soit valable que le débiteur ait obtenu du possesseur de la créance, justification de sa possession (1). En effet les hypothèses sont absolument différentes et l'assuré avec lequel l'assureur a personnellement contracté ne saurait être assimilé au possesseur de la créance.

A supposer un paiement fait à l'assuré au préjudice de créanciers privilégiés ou hypothécaires qui ne se sont pas fait connaître, l'assureur devra-t-il, pour justifier la validité de son paiement, établir la preuve de sa bonne foi, c'est-à-dire de son ignorance de leurs droits, ou sera-ce, au contraire, aux créanciers, à établir la mauvaise foi de l'assureur, c'est-à-dire la connaissance qu'il a eue de leur existence ?

La bonne foi doit être présumée. Il appartiendra donc aux créanciers d'établir la mauvaise foi de l'assureur. Le Tribunal civil de Brive, dans un

(1) Ch. des Requêtes, 27 janvier 1862. Dalloz, 1862. I. 225.

jugement du 18 décembre 1889 (1), tout en reconnaissant le principe que la mauvaise foi ne se présume pas, a, par une contradiction singulière, jugé que l'assureur, en arguant de sa bonne foi, oppose une exception qu'il doit prouver, conformément à la règle *reus excipiendo fit actor*. Tous les auteurs sont d'accord pour repousser un semblable système (2).

SECTION IV.

DE L'OPPOSITION.

Les paiements faits de bonne foi par l'assureur étant opposables aux créanciers, et, d'autre part, l'assureur n'étant pas tenu de se livrer à aucune recherche de l'existence ou de la non existence de droits réels sur la chose, il appartient donc aux créanciers de se faire connaître à lui, s'ils veulent assurer la conservation de leur droit. La loi, sans astreindre le créancier à cette mesure, puisqu'il obtiendrait néanmoins son paiement de l'assureur par cela seul qu'il justifierait qu'il était connu de lui d'une façon quelconque avant le paiement fait

(1) Sirey 90. 2. 174.

(2) Darras et Tarbouriech, p. 34, n° 66. Pannier, p. 28. Oudiotte, *Moniteur des Assurances*, année 1889, n° 92.

à l'assuré, indique le moyen pratique par lequel il mettra l'assureur de mauvaise foi, et s'assurera ainsi son recours.

Les paiements faits de bonne foi, avant opposition, seront valables, dit la loi. C'est dire que les paiements faits malgré l'opposition ne le seront pas.

Mais il ne faut pas dépasser la portée des termes du texte jusqu'à exiger une opposition du créancier pour conserver ses droits. L'opposition n'est donc qu'une précaution, qu'une sécurité pour le créancier contre le danger d'un paiement de bonne foi.

Qu'entendre ici par opposition ? Est-ce un acte d'huissier, une saisie-arrêt réglementée par les art. 557 et suivants du Code de procédure ? Certainement non. L'idée de bonne foi domine ici toute la matière. C'est une simple dénonciation destinée à constituer l'assureur de mauvaise foi. On ne peut exiger ni les formes compliquées de la saisie-arrêt, qui d'ailleurs ne sauraient être employées avant le sinistre, puisque jusqu'à cette époque la Compagnie d'assurances n'est pas encore débitrice, ni même un acte d'huissier, étant donné le silence de la loi.

L'opposition dont il est ici question pourra donc valablement avoir lieu sous une forme quelconque,

lettre, missive, télégramme (1), avis donné même oralement. Mais il restera sans aucun doute au créancier à établir la preuve de cette opposition officieuse quand il voudra s'en prévaloir ; tous les moyens de preuve devront lui être accordés. En pratique, il ne manquera pas, prévoyant les difficultés qui pourraient s'élever, de la faire dans de telles conditions que la preuve puisse en être faite par lui sans trop de difficulté.

Tout ce qu'on peut exiger pour qu'on puisse considérer la situation du créancier comme celle d'un créancier opposant, c'est que cette dénonciation, quelque forme qu'elle affecte, détermine nettement l'identité du créancier, celle de l'assuré, leur domicile, la nature et la situation du bien grevé.

Bien que l'opposition soit valable, indépendamment de toute condition de forme, en pratique, le créancier prudent ne manquera pas d'employer la forme d'un acte extra-judiciaire.

Une lettre même recommandée ne saurait en effet fournir la preuve de l'objet et des termes d'une notification (1).

(1) Toulouse, 27 mai 1890. Sirey 1890. 2. 173. Trib. civil. Montpellier, 12 mai 1892. Da. P. 95. 2. 247. Trib. civil. Nevers, 3 avril 1895. D. F. *ibid*.

(1) Trib. civ. de la Seine, 25 mars 1886. Dall. 1886, 3, 72.

Le créancier doit évidemment chercher à se réserver un moyen de preuve en cas de contestation avec la Compagnie.

Il se pourrait également que l'agent de la Compagnie qui reçoit la notification officielle du créancier fût sans qualité pour la recevoir, ou que se considérant comme tel, il n'avertisse point la Compagnie. Le seul remède, dans ce cas, serait de considérer l'agent comme ayant commis une faute professionnelle engageant sa Compagnie en vertu de l'art. 1384, et dont elle ne pourrait se couvrir en arguant qu'elle a ignoré la notification (1).

Nous ne croyons pas, comme on l'a soutenu, que la Compagnie puisse exiger d'un créancier qui s'est fait connaître d'une manière officielle, qu'il réitère par un acte extra-judiciaire son opposition afin de permettre à la Compagnie de justifier son refus de paiement à l'assuré. Cette exigence serait, nous le croyons, absolument arbitraire (2).

L'opposition n'ayant pas le caractère d'une saisie, mais n'étant qu'une dénonciation officielle faite par le créancier de ses droits éventuels à l'indemnité sera faite utilement par lui avant le sinistre.

(1) Planiol, note Dalloz, XIX 2. 425.

(2) Pannier, p. 26.

Nous le voyons, les Compagnies d'assurances jouent ici un rôle absolument passif. Elles n'ont aucune démarche, aucune investigation à faire pour découvrir l'existence des droits réels ; c'est aux créanciers à se faire connaître ; le moyen, la loi l'indique, c'est l'opposition en quelque forme qu'elle soit faite ; cette opposition constituera la Compagnie de mauvaise foi ; c'est une mesure de prudence pour les créanciers ; mais la loi ne les astreint pas à prendre cette mesure ; toutefois s'ils ne l'ont pas prise, ils seront tenus, en cas de paiement à l'assuré fait à leur préjudice, de démontrer la mauvaise foi de la Compagnie, si elle a eu connaissance, d'une manière quelconque, de leur existence. La mauvaise foi prouvée, la Compagnie sera déclarée en faute. Celle-ci a une situation toute différente d'un débiteur cédé, qui, tant que la notification de la cession ne lui a pas été faite, ou tant qu'il n'a pas accepté la cession, ne peut refuser le paiement au créancier cédant. Pour elle, quelle que soit la manière dont elle a eu connaissance des droits des créanciers, elle doit tenir compte de l'attribution légale ; c'est une protection donnée au créancier incapable ou ignorant l'assurance, ou même le sinistre. La loi ne permet pas à la Compagnie de sacrifier volontairement les intérêts des créanciers du moment qu'elle

les connaît. Telle est l'interprétation que donne à la loi la majorité des auteurs (1).

SECTION V

DROITS D'INTERVENTION DES CRÉANCIERS AVANT LE SINISTRE

Doit-on accorder aux créanciers attributaires, outre le droit de faire opposition, celui de prendre d'autres mesures conservatoires de leur droit, avant le sinistre ?

Tant que le sinistre ne s'est pas produit, les créanciers n'ont qu'un droit éventuel à l'attribution. Le contrat d'assurance ayant été passé entre la Compagnie et le propriétaire, ces deux parties sont seules maîtresses du contrat. Elles seules peuvent donc, en toute liberté, apporter par des avenants toute modification à la police primitive, pourvu, comme nous le verrons bientôt, qu'elles ne dérogent pas aux règles d'attribution édictées par la loi, en convenant par exemple que l'indemnité sera soustraite aux créanciers y ayant droit ou distribuée dans un ordre autre que celui fixé par la loi. Mais

(1) Contrà, Duverdy, *Gaz. des Tribunaux*, 15 mai 1889. Malapert, *Droit*, 28 juin 1889.

elles peuvent même modifier leur police d'une façon désavantageuse pour les créanciers. Elles peuvent même résilier le contrat à leur gré.

Il est certain que les créanciers ne sauraient apporter des modifications quelconques à un contrat dans lequel ils n'ont pas été parties.

Pourraient-ils, au moins, afin d'éviter la déchéance du droit à l'indemnité, remplacer l'assuré près de l'assureur pour les différentes déclarations qu'il est tenu de faire, telles que déclarations d'aggravation de risques, de mutation de propriété ? ne pourrait-on pas comprendre ces déclarations dans les actes conservatoires que leur attribution éventuelle doit leur permettre de faire ?

On doit leur refuser ce droit toutes les fois que ces déclarations apporteront une modification dans les conditions de l'assurance ; sans mandat du débiteur ils ne sauraient modifier un contrat dans lequel ils n'ont pas été parties.

Au contraire on doit reconnaître aux créanciers le droit de payer les primes à la place de l'assuré, afin d'éviter la déchéance. Il ne saurait y avoir de doute. — L'art. 1236 du Code civil permet de payer la dette d'un tiers. Mais pour que cela soit possible il faut encore que le propriétaire n'ait pas expressément manifesté la volonté de résilier le contrat ;

dans ce cas, en effet, les créanciers ne pourraient rien faire.

Pourraient-ils prétendre qu'ayant acquis leur droit postérieurement au contrat d'assurance, ils avaient droit de compter sur l'attribution éventuelle ; que le débiteur, en résiliant le contrat d'assurance, diminue les sûretés spéciales données par lui, et qu'ils sont en droit d'invoquer la déchéance du terme que doit subir le débiteur conformément à l'art. 1188 du Code civil ?

Nous ne le pensons pas. Le débiteur ne saurait être contraint à continuer l'assurance qu'autant qu'il s'y serait expressément engagé vis-à-vis des créanciers. La loi ne donne droit à l'attribution aux créanciers qu'autant qu'il existe un contrat d'assurance, mais le débiteur n'est pas plus tenu de s'assurer, que de continuer, une assurance déjà contractée.

Les créanciers ne peuvent non plus exiger du débiteur qu'il justifie auprès d'eux de l'acquittement des primes, puisque celui-ci n'est tenu ni de s'assurer, ni de continuer l'assurance. Dans le cas de résiliation ils pourront seulement, de leur chef, assurer leur intérêt en péril.

Pour les mettre à même de le faire, les Compagnies seront-elles tenues de leur dénoncer, s'ils sont

connus d'elles, par exemple s'ils ont fait une opposition la résiliation du contrat ? Certainement non. Il est impossible d'imposer sans texte une semblable obligation à l'assureur. L'art. 3 de la loi Alsacienne contient une disposition contraire. Il décide que l'assureur, quand le créancier a dénoncé son droit, est tenu « de lui donner avis du non renouvellement » de l'assurance, de la réduction de la somme assurée, » de toutes les circonstances qui peuvent avoir pour » conséquence la nullité de l'assurance, dès que ces » circonstances sont parvenues à sa connaissance. »

Dans notre loi, au contraire, le rôle de la Compagnie est, nous l'avons vu, toujours passif.

Il faut toutefois remarquer que si les modifications désavantageuses aux créanciers, apportées au contrat d'assurance, ou même la résiliation du contrat, étaient le résultat d'une entente frauduleuse ayant pour résultat de léser les créanciers, on devrait appliquer les principes du droit commun, c'est-à-dire qu'ils pourraient invoquer les art. 1667 et 1382 du Code civil.

SECTION VI

PEUT-ON DÉROGER AUX DISPOSITIONS DE LA LOI ?

L'assuré pourra-t-il, d'accord avec l'assureur, convenir dans la police d'assurance que l'indemnité

lui sera payée à lui seul, à l'exclusion des créanciers privilégiés ou hypothécaires ? — Nous ne le pensons pas ; cette convention, qui deviendrait de style dans les polices, priverait les créanciers de la garantie que la loi a voulu leur donner et rendrait ses dispositions inutiles. Il ne peut dépendre d'un débiteur d'enlever à ses créanciers, une sûreté que la loi leur donne expressément, c'est une question d'ordre public. Si, comme le font certains auteurs, on justifie l'attribution aux créanciers par l'application de ce principe, que le contrat d'assurance est un contrat d'indemnité, il est également évident que le propriétaire ne saurait s'appliquer le bénéfice de l'indemnité à l'exclusion de ceux qui ont subi la perte.

L'assuré pourrait-il au moins déroger à l'ordre des attributions édictées par l'art. 2, en stipulant par exemple que l'indemnité profitera en premier ordre à un créancier que sa date d'inscription ne plaçait qu'à un rang inférieur ? Pas davantage ; pas plus qu'il ne pourrait stipuler que l'assurance serait régie par la législation antérieure à la loi. Le législateur a établi un ordre d'attributions qu'il a jugé conforme à l'équité, on ne saurait l'intervertir. Il y a là une question d'ordre public. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires tiennent leur droit, dans l'ordre indiqué par l'ar-

ticile 2, de la loi elle-même ; ce droit ne saurait leur être enlevé par la volonté de l'assuré.

Il faudrait, cependant, en décider autrement, si tous les créanciers intéressés consentaient à la dérogation. Mais la dérogation ne saurait être opposable aux créanciers postérieurs qui avaient pu compter sur l'attribution à laquelle leur donnait droit la loi ; et l'on devrait décider de même, à l'égard de ceux qui ont connu la dérogation contenue dans le contrat, et qui cependant ont traité avec le débiteur ; on ne saurait en effet voir là, ce nous semble, un acquiescement.

Le débiteur ne saurait davantage, avant ou après le sinistre, et sans le concours de tous les intéressés, soit déléguer à un tiers sa créance d'indemnité, si ce n'est bien entendu pour la partie restée libre et qui doit être payée entre ses mains.

Quant aux créanciers, rien ne les empêche de déroger entre eux aux dispositions de l'art. 2 soit avant, soit après le sinistre.

Maîtres de leurs droits, ils peuvent en disposer au profit de qui bon leur semble.

On a cependant fait observer et cela s'appliquerait aussi bien à la cession que pourrait faire le débiteur, avec le consentement des créanciers, qu'à celle qui serait faite par un créancier, que si cette

cession était valable, elle aurait pour résultat de faire reposer le droit à l'indemnité d'assurance sur la tête de personnes n'ayant aucun intérêt à la conservation de la chose et que la cession serait immorale.

Nous ne pensons pas qu'il faille pousser jusqu'à la rigueur du principe, l'immoralité de pareille cession nous semble fort douteuse.

D'ailleurs le cessionnaire, dans une semblable opération, reçoit une valeur qui lui tient lieu de paiement ; créancier du cédant, il est payé avec une créance au lieu de l'être en espèces, il ne réalise pas de profit, il reçoit ce qui lui est dû.

En supposant qu'il n'existe ni créanciers privilégiés ni créanciers hypothécaires, la délégation faite par le débiteur à l'un de ses créanciers chirographaires serait certainement opposable à la masse : la loi de 1889 n'ayant édicté aucune attribution légale au profit de la masse chirographaire.

CHAPITRE V

DU PAIEMENT DES INDEMNITÉS

SECTION 1^{re}

Tout d'abord, le sinistre s'étant produit, et les créanciers attributaires en ayant eu connaissance, peuvent-ils eux-mêmes en faire la déclaration à la Compagnie d'assurance ? Dans la plupart des polices, il est stipulé qu'en cas de sinistre l'assuré devra, dans un délai déterminé, faire certaines déclarations sous peine de déchéance ; les créanciers peuvent-ils se substituer à un assuré négligent pour éviter cette cause de déchéance ? Sans aucun doute, il n'y a là qu'une mesure conservatoire, qu'ils doivent avoir le droit de prendre pour conserver le bénéfice de l'attribution qui leur est conféré par la loi.

Nous avons vu qu'au contraire la Compagnie n'est pas tenue de leur dénoncer le sinistre (1).

(1) Il en est autrement dans la loi d'Alsace-Lorraine, art. 3. 2^o.

Une fois la déclaration faite les créanciers pourront-ils intervenir dans le règlement de l'indemnité ? Nous écarterons bien entendu l'hypothèse où l'assuré leur en aurait donné mandat.

Le règlement de l'indemnité peut avoir lieu de plusieurs manières. Il est souvent dit dans les polices, que l'indemnité, à défaut d'entente de gré à gré, sera fixée après enquête et expertise contradictoire par deux experts désignés par les parties. Dans cette dernière hypothèse, nul doute que les parties au contrat étant exclusivement l'assureur et l'assuré, eux seuls peuvent désigner les experts, et que les créanciers ne sauraient intervenir.

Déjà, avant la loi de 1889, lorsque l'assuré avait régulièrement cédé son droit à l'indemnité, les Compagnies d'assurances refusaient au cessionnaire le droit d'intervenir, et de procéder au lieu et place de l'assuré au règlement de l'indemnité. Elles prétendaient, à juste titre, que la cession portait sur l'indemnité telle qu'elle serait fixée après évaluation du dommage, l'assuré étant constitué pour ainsi dire mandataire du cessionnaire pour y procéder (1).

Nous croyons qu'aujourd'hui encore, les Compagnies sont en droit de repousser toute intervention

(1) Contra Colmar 30 novembre 1852. Dictionnaire ass. terr. de Bonneville de Marsangy, 2^e part. p. 142.

des créanciers attributaires, et que l'on peut dire que le droit que la loi donne aux créanciers, ce n'est pas le droit éventuel à l'indemnité, mais l'indemnité elle-même, telle qu'elle aura été fixée après évaluation.

Si, au lieu de recourir à l'expertise, le règlement avait lieu de gré à gré, en serait-il de même? Nous le pensons. Dans ce cas il n'est pas question de transaction ; il n'y a que la constatation que les deux parties au contrat d'assurance sont d'accord entre elles. L'assuré et l'assureur ont seuls le droit de débattre et de résoudre les questions que peut soulever le contrat d'assurance. Ce que nous avons dit du règlement par voie d'expertise, nous devons le dire du règlement de gré à gré, car en réalité, le premier mode du règlement n'est, pour ainsi dire, qu'une modalité du second mode de règlement.

Remarquons, d'ailleurs, que les droits des créanciers sont bien suffisamment protégés ; l'assuré n'a-t-il pas, tout le premier, intérêt à ce que l'indemnité allouée, soit aussi élevée que possible, lors même qu'il ne devrait rien en toucher pour lui, puisqu'elle lui procurera sa libération plus ou moins complète. Il veillera donc, certainement, aux intérêts communs, et il est plus à même que qui que ce soit de les défendre utilement.

L'intervention de créanciers méfiants et trop soupçonneux pourrait d'autre part entraîner des longueurs certainement préjudiciables aux autres.

L'assuré pourrait-il seul en cas de contestation avec la Compagnie transiger avec elle ?

Si la Compagnie ignore l'existence des créanciers, sans nul doute, la transaction sera valable. Il faudra en effet, dire de la transaction, ce que nous avons dit du paiement qui, fait de bonne foi, libère la Compagnie. Transaction et paiement sont deux modes de disposer de l'indemnité entre lesquels il ne saurait y avoir de différence au point de vue de la capacité.

Bien entendu, nous avons écarté le cas de fraude. Il va sans dire, que s'il était prouvé qu'il y a eu collusion entre l'assureur et l'assuré, l'art. 1167 permettrait aux créanciers de faire rescinder le règlement frauduleux qui leur cause préjudice.

Dans le cas, où l'assureur n'agirait pas pour obtenir l'indemnité due, il est également certain que les créanciers pourraient agir, de son chef, en vertu de l'art. 1166.

Dans le cas où la contestation sur le règlement de l'indemnité serait portée devant le Tribunal, il faut admettre également que le jugement intervenu entre l'assuré et la Compagnie serait opposable

aux créanciers qui pourraient également l'opposer à la Compagnie.

Lorsque dans l'acte de nomination des experts, a été insérée une clause arbitrale, la sentence arbitrale aura vis-à-vis des créanciers le même effet qu'un jugement.

Nous avons, au chapitre II^e, en étudiant la nature du droit attribué aux créanciers, démontré que la loi de 1889 n'avait pas eu l'intention d'établir au profit des créanciers une sorte de délégation ou de cession légale.

Il faut en conclure que l'assuré seul pourra poursuivre le paiement de l'indemnité contre l'assureur, et qu'aucune action ne saurait appartenir de ce chef aux créanciers.

Si l'on admettait, avec l'opinion contraire, une véritable délégation légale, il faudrait admettre que chaque créancier pourrait, dans la mesure de ses droits, actionner la Compagnie ; qu'il devrait y avoir autant d'actions principales que d'intéressés et qu'il ne saurait être statué sur chacune de ces demandes multiples, qu'après qu'il aurait été procédé par voie d'ordre ou de contribution, à un règlement général des attributions ; enfin, que dans le cas où il y aurait lieu de faire des offres et des notifications avant consignation, il devrait en être fait à chaque créancier.

Nous avons déjà fait remarquer que c'est ce dernier système qu'avait incidemment adopté un jugement du Tribunal de Brives du 18 décembre 1889 qui admettait que l'assuré était dessaisi à l'égard de l'assureur (1). Un jugement du Tribunal civil de la Seine du 13 janvier 1893 (2) a, au contraire, décidé qu'il ne résulte nullement de l'art. 2 que l'assuré soit privé de l'exercice de son action en paiement de l'indemnité, que c'est à lui qu'il appartient d'agir pour obtenir la condamnation de l'assureur, comme c'est contre lui que ce dernier devrait former sa demande en nullité ou en déchéance ; enfin, que l'idée d'une opposition prévue par le second paragraphe de l'art. 2, ne saurait se concilier avec l'idée d'une délégation conférant aux créanciers eux-mêmes l'exercice des actions.

Comme il peut y avoir lieu à des attributions différentes, suivant la nature des droits des créanciers, observons que quelle que soit la manière dont se fera le règlement de l'indemnité, on devra prendre soin d'établir des évaluations distinctes pour chaque catégorie d'objets pouvant donner lieu à un ordre particulier d'attributions.

(1) Sirey 1390, 2. 174.

(2) V. le bulletin de jurisprudence du journal « *l'Assurance* » n° du 20 mai 1893 p. 75, et un jugement du Tribunal de Villefranche du 19 mai 1893, *j. des assur.* 1893 p. 457.

SECTION II

DU PAIEMENT

Une fois l'indemnité fixée, plusieurs hypothèses peuvent se présenter.

A) L'assureur ignore l'existence de droits de préférence.

Dans ce cas, le paiement peut être immédiatement effectué, puisque la loi n'indique aucun délai pendant lequel la Compagnie d'assurance doit suspendre son paiement pour laisser le temps aux créanciers de se faire connaître. Les Compagnies ont intérêt à payer le plus tôt possible afin d'éviter les difficultés qui pourraient surgir pour elles de la connaissance de l'existence de créanciers attributaires.

D'ailleurs, l'assureur aurait-il intérêt à retarder le paiement, la loi ne lui donne pas ce droit, il ne peut prétexter qu'il peut y avoir des créanciers attributaires, du moment que ces créanciers ne lui sont pas connus d'une manière précise, puisque son paiement fait de bonne foi doit le mettre à l'abri de tout recours, il doit le faire sans retard. Il n'est pas non plus nous l'avons vu, en droit d'exiger de

l'assuré un certificat constatant qu'il n'existe pas d'inscription (1) ou une justification quelconque, comme par exemple celle que la femme de l'assuré n'aura pas de reprises à exercer plus tard, ou que son pupille s'il est tuteur, ou l'a été, n'a pas de créances contre lui. Ces justifications seraient d'ailleurs impossibles à fournir, comme on l'a fait remarquer, car elles porteraient sur des faits généraux et négatifs qui ne pourraient être prouvés par des preuves positives. Les Compagnies stipulent ordinairement dans leur police que l'assuré devra déclarer expressément s'il est débiteur hypothécaire; si, dans ce cas, l'assuré ne fait pas la déclaration prescrite, on décide qu'il sera déchu de tout droit à l'indemnité.

Ainsi l'a décidé un jugement du Tribunal civil de la Seine du 17 février 1893 (2). Le tribunal se base sur ce que cette réticence est de nature à influencer sur l'opinion du risque, l'assuré pouvant avoir un intérêt moindre à la conservation de la chose.

B) Les créanciers attributaires sont connus de l'assureur.

Dans cette hypothèse, l'assureur ne peut payer

(1) Contra, Jugt du Tribunal de Brive.

(2) Bulletin de jurisprudence du journal *l'Assurance* n° du 20 mars 1893 p. 38.

à l'assuré sans s'exposer à payer deux fois ; son paiement serait de mauvaise foi.

Mais on peut, dans cette même hypothèse, prévoir deux cas : celui où tous les créanciers sont d'accord avec l'assuré lui-même, sur les attributions et celui au contraire où il y a contestation.

I. — *Tous les intéressés sont d'accord.*

L'assureur prévenu d'une façon quelconque de l'existence de créanciers attributaires devra chercher à amener cet accord le plus promptement possible. Pour cela, il préviendra l'assuré et les créanciers qu'ils ont à s'entendre, sur la répartition de l'indemnité.

Il peut arriver, que tout en connaissant l'existence de créanciers attributaires, la Compagnie d'assurances n'ait pas de renseignements assez précis sur eux, pour leur faire les avertissements nécessaires, afin d'arriver à une entente sur la répartition de l'indemnité. Dans ce cas, comme le défaut de renseignements provient de la faute des créanciers attributaires, car c'était à eux qu'il appartenait de se faire connaître dans toute la mesure nécessaire, l'assureur pourra valablement se libérer entre les mains de l'assuré.

Quand l'accord sera fait, l'assureur, après s'être fait présenter l'acte qui le constate, signé de tous,

pourra payer à chacun des ayants droit en ayant soin d'exiger une quittance collective, emportant main-levée et décharge à son profit, de toutes les saisies, oppositions ou attributions légales.

L'assureur ne saurait avoir intérêt à un règlement judiciaire qui ne lui offrirait pas plus de garanties. Il n'a pas le droit de consigner l'indemnité à la Caisse des Dépôts et Consignations.

II. — *Il s'élève des contestations sur la répartition de l'indemnité entre les ayants droit.*

Tout d'abord, l'assureur ne devant, ni ne pouvant se faire juge de la contestation soulevée sur l'existence des créances, la validité ou le rang du privilège ou de l'hypothèque qui les garantit, nous croyons que l'assureur n'est pas forcé d'attendre que la difficulté soit tranchée par les Tribunaux, et qu'il peut consigner.

Sans doute, en général la consignation doit être précédée d'offres réelles ; mais dans des cas particuliers, le débiteur en est dispensé, quand les créanciers ne sont pas connus ou que leur situation n'est pas bien fixée. C'est ainsi que nous trouvons des exemples de consignation sans offres dans les art. 777 du Code de procédure civile, 54 de la loi du 3 mai 1841 et art. 30 de la loi du 19 juillet 1885. On peut donc admettre ici, qu'étant donné que

l'assureur ne peut faire des offres, tant que la contestation n'est pas tranchée, il pourra se soustraire à toute difficulté, en consignait.

En supposant que, par mauvaise volonté, l'assuré, voyant qu'il ne peut rien lui revenir de l'indemnité d'assurance, tout en ne contestant pas le droit des créanciers, ne veuille point signer la quittance, nous pensons que l'assureur, après avoir notifié à l'assuré l'accord des créanciers sur la répartition de l'indemnité par acte extra-judiciaire et l'avoir prévenu que faute par lui d'intervenir dans un certain délai, le paiement aura lieu sans son concours, pourra payer aux ayants droit, sans avoir à craindre aucun recours, alors même que l'assuré viendrait ensuite, à contester les droits de certains créanciers.

Prévenu en temps utile, l'assuré n'avait qu'à s'opposer au paiement ; les Tribunaux auraient alors tranché la difficulté.

Dans l'hypothèse où ce serait certains créanciers qui refuseraient de donner quittance, nous croyons qu'on pourrait décider, de même, que l'assureur pourrait les mettre dans la nécessité d'intervenir dans un délai, après lequel le paiement fait par lui aux ayants droit serait inattaquable.

En cas de contestation, il est toujours de l'intérêt de l'assureur de consigner.

Nous croyons même que l'on peut l'y contraindre.

La Compagnie n'a pas le droit de conserver l'argent pendant le procès que va soulever la contestation, et de profiter ainsi de l'intérêt de l'indemnité. Ce serait pour elle un gain illégitime. L'assuré ou l'un quelconque des ayant droit peut exiger la consignation.

Une fois l'indemnité consignée, elle est l'objet d'une procédure d'ordre ou de contribution conformément aux règles du Code de procédure.

SECTION III

REMPLACEMENT EN NATURE DES OBJETS DÉTRUITS OU ENDOMMAGÉS.

Beaucoup de polices d'assurance contiennent cette clause, que la Compagnie aura le droit au lieu de payer une indemnité, de faire reconstruire ou réparer, à ses frais, l'objet sinistré. Cette clause est parfaitement conforme à l'esprit de l'assurance, qui est, avant tout, pour l'assureur, un contrat par lequel il s'engage à réparer le préjudice causé. On peut se demander si cette clause est opposable aux créanciers attributaires ; s'ils ne peuvent pass'opposer à son exécution.

Avant la loi de 1889, personne n'hésitait à décider que cette clause était opposable aux créanciers chirographaires.

On doit décider aujourd'hui qu'elle est également opposable aux créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Les créanciers privilégiés ou hypothécaires doivent, nous l'avons vu, respecter toutes les conventions non entachées de fraude du contrat d'assurance.

Dans notre hypothèse, la Compagnie s'étant réservé le droit de reconstruire, se trouve avoir la faculté de se libérer autrement qu'en payant l'indemnité ; elle peut user de son droit que les créanciers ne sauraient lui retirer, car l'attribution légale n'affecte que l'indemnité telle qu'elle sera fixée, après le sinistre.

Les créanciers ne peuvent avoir plus de droit que leur débiteur, l'assuré, et ne peuvent contraindre la Compagnie à se libérer d'une façon, plutôt que d'une autre, et à renoncer à une option qu'elle s'est réservée dans le contrat.

De quoi d'ailleurs pourraient-ils se plaindre puisqu'en rétablissant la chose, l'assureur reconstitue leur sûreté et répare le dommage que la perte leur a causé ?

Si dans le contrat d'assurance, l'assuré s'était

obligé vis-à-vis de la Compagnie à employer lui-même l'indemnité à la reconstruction, la clause leur serait également opposable.

Mais nous avons à examiner l'hypothèse où le contrat d'assurance serait muet sur la question et ne ferait aucune allusion au rétablissement en nature.

L'assuré a-t-il le droit d'employer l'indemnité à la reconstruction ?

Notre loi est muette sur la question. Au contraire plusieurs lois étrangères l'ont tranchée.

La loi belge du 16 décembre 1851 art. 10 paraît donner à l'assureur le droit d'employer l'indemnité à la reconstruction, mais elle ne dit rien de l'assuré.

La loi italienne reconnaît dans tous les cas à l'assuré le droit d'employer l'indemnité à la réparation des objets sinistrés (Loi du 23 janvier 1887, art. 12).

Pour résoudre la question dans notre droit français, nous croyons qu'il y a lieu comme le pensent MM. Darras et Tarbouriech, de distinguer suivant que les créanciers privilégiés ou hypothécaires ont au moment même du sinistre, et alors que l'indemnité est exigible de la Compagnie, des créances exigibles de leur débiteur, ou que leurs créances ne sont pas encore échues à l'époque où le sinistre s'est produit.

Dans le premier cas, de créances exigibles, nous pensons que l'assuré ne saurait faire obstacle au paiement de l'indemnité aux ayants droit, sous prétexte qu'il veut reconstruire.

En effet, si l'assuré avait le droit d'employer l'indemnité à reconstruire, sans doute les créanciers verraient leur sûreté rétablie, mais ils seraient forcés pour réaliser leur gage, d'employer la procédure toujours longue de la saisie-immobilière, et seulement après la reconstruction, tandis qu'ils obtiendraient sans difficulté leur paiement immédiat sur l'indemnité. Sans doute en contractant ils avaient accepté cette situation ; mais si depuis, par suite de la perte de la chose, leur condition s'est améliorée en ce sens qu'ils auront moins de difficulté à obtenir leur paiement, pourquoi le débiteur aurait-il le droit de leur retirer les avantages de cette nouvelle situation qui leur est faite par la loi elle-même ?

Dans la seconde hypothèse, celle de créances non échues au jour du sinistre, la question est plus délicate.

Tout d'abord, les créances sont-elles devenues exigibles par la perte de la chose ?

Si la perte a été déterminée par le fait du débiteur lui-même et que l'art. 1188 soit applicable, sans doute les créances sont devenues exigibles, mais

dans le cas où l'assuré a intentionnellement détruit la chose, l'indemnité d'assurance n'est pas due, et il ne saurait y avoir d'attribution.

S'agit-il, ce qui arrivera le plus généralement, d'un sinistre arrivé par cas fortuit, il y aura lieu de faire application de l'art. 2131 du Code civil.

Aux termes de cet article, au cas que l'immeuble ou les immeubles assujettis à l'hypothèque eussent péri ou éprouvé des dégradations de manière qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre dès à présent son remboursement ou obtenir un supplément d'hypothèque.

Ici, il y a lieu de donner des solutions différentes suivant que l'on interprète l'article dans le sens, que le choix de payer ou de donner un supplément d'hypothèque appartient au débiteur ou qu'il appartient au contraire au créancier d'opter entre le paiement immédiat et le supplément d'hypothèque.

Si on admet que le choix appartienne au créancier, il est logique de refuser au débiteur, à l'assuré, le droit d'employer l'indemnité à reconstruire, car cela entraverait son option. Mais nous croyons que ce système doit être rejeté.

En effet, la loi ne s'expliquant pas dans l'art. 2131 sur la question de savoir à qui le choix appar-

tient on doit en conclure par argument des art. 1190 et 1247 que le choix appartient au débiteur.

Dès lors, puisque la loi lui permet au lieu d'exécuter le paiement de donner un supplément d'hypothèque, *a fortiori*, peut-il s'il le préfère reconstituer leur ancienne sûreté en reconstruisant.

Toutefois, il y aura lieu, pour les créanciers, de prendre des précautions pour que l'indemnité payée à l'assuré, qui a manifesté la volonté de reconstruire, ne soit pas détournée de sa destination. Ils pourraient par exemple exiger que la somme fût consignée et que le paiement entre les mains de l'assuré n'ait lieu qu'après la reconstruction achevée, qu'elle fut directement versée à l'architecte ou que l'assuré s'il voulait toucher de suite l'indemnité leur fournit une caution solvable.

CHAPITRE VI.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Comme nous l'avons vu, la législation française avait été devancée par plusieurs lois étrangères, qui avaient admis le principe de l'attribution légale aux créanciers privilégiés et hypothécaires sur l'indemnité d'assurance.

En Belgique, la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 contient deux articles à ce sujet; « Art. 10 :

» Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets
» mobiliers auront été assurés, soit contre l'incen-
» die, soit contre tout autre fléau, la somme qui en
» cas de sinistre se trouvera due par l'assureur,
» devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la répa-
» ration de l'objet assuré, être affectée au paiement
» des créances privilégiées ou hypothécaires, selon
» le rang de chacune d'elles. Il en sera de même de
» toute indemnité qui serait due par des tiers à rai-

» son de la perte ou de la détérioration de l'objet
» grevé de privilège ou d'hypothèque ».

Une loi du 11 juin 1874 sur les assurances, incorporée au Code de commerce, règle l'attribution des indemnités d'assurance.

L'art. 11 de la même loi déclarait que la loi hypothécaire n'innovait rien en matière maritime. Aussi, fut-il nécessaire lorsque la loi du 21 août 1879 permit la constitution de l'hypothèque sur les navires, de déclarer par un texte spécial que les droits du créancier, en cas de perte du navire, pourraient s'exercer sur l'indemnité d'assurance.

Nous devons remarquer la généralité des termes employés par la loi belge. L'attribution ne s'applique pas seulement aux indemnités d'assurance, mais à toute indemnité quelle qu'elle soit, par exemple à celle due par les architectes en cas de destruction de l'immeuble par suite de vices du sol ou de vices de construction.

La loi française est loin d'être aussi générale, nous l'avons vu.

La loi d'ailleurs n'indique pas la forme dans laquelle les créanciers doivent se faire connaître à l'assureur. Aussi admet-on que l'assureur s'acquitte valablement en payant à l'assuré s'il n'a reçu aucune notification des créanciers.

La loi belge reconnaît le droit à l'assureur d'employer l'indemnité à la réparation des objets assurés. Cela semble bien résulter des termes de l'art. 10. En effet, si l'article prévoyait seulement le cas où la Compagnie se serait réservée ce droit dans la police, il faut avouer qu'il serait absolument inutile. Pour que cet article ait un sens, il faut supposer que la police est muette sur ce point. Ce droit d'ailleurs se justifie, puisque la réparation donne satisfaction à tous les intéressés lésés par sa perte. Le propriétaire ne peut se plaindre puisqu'il se voit rétabli dans la situation qu'il avait avant le désastre et les créanciers recouvrent la garantie qu'ils avaient précédemment. Mais il faut bien entendre que la chose soit complètement remise dans son état primitif; aussi la loi aurait-elle dû accorder aux intéressés le droit d'intervenir (1).

En Italie, la loi du 23 janvier 1887 admet l'attribution légale de l'indemnité d'assurance, mais seulement au profit des établissements de crédit agricole. L'article 12 est ainsi conçu :

« Si les objets soumis au privilège sont assurés,
» les sommes dues par les assureurs sont affectées
» au paiement de la créance privilégiée, suivant

(1) Laurent : *Princip. de Droit civil*, t. 34, p. 393.

» son rang, à moins que ces mêmes sommes ne
» soient employées à réparer la perte ou le dom-
» mage » (1).

La loi italienne consacre donc, comme la loi belge, le droit pour l'assureur d'employer l'indemnité à réparer l'objet assuré.

La loi prussienne du 5 mai 1872, art. 30, a décidé que l'inscription d'une hypothèque garantit au créancier l'indemnité d'assurance allouée au propriétaire pour fruits, dépendances ou bâtiments incendiés ou endommagés par le feu, à moins que cette indemnité ne doive être employée, d'après la police d'assurance à la reconstruction des bâtiments (2).

L'art. 147 de la loi de la Hesse contient une disposition analogue. L'hypothèque ne s'éteint pas par l'incendie du bâtiment, elle continue d'exister sur le bâtiment reconstruit et le créancier hypothécaire peut exiger que l'indemnité d'assurance soit employée à cette reconstruction. L'indemnité ne peut être payée à l'assuré qu'avec le consentement du créancier hypothécaire, qui peut refuser de consentir, tant que l'assureur n'a pas donné caution pour l'emploi de

(1) *Ann. de lég. étrangère*, t. 17, année 1887, p. 496.

(2) *Ann. lég. étrangères* 1873, p. 225.

l'indemnité; à défaut de caution l'indemnité est déposée ou mise sous sequestre. Le créancier pourra ainsi faire vendre en justice avec le terrain le droit à l'indemnité d'assurance.

En Alsace-Lorraine, la loi du 4 juillet 1881 a décidé que les indemnités attribuées au propriétaire par suite d'assurance contre l'incendie, d'un bâtiment ou d'objets dépendant d'un immeuble et déclarés immeubles par la loi, seraient considérées comme faisant partie de la fortune immobilière au regard des droits de privilège et d'hypothèque établis au moment de l'incendie sur le bâtiment ou l'immeuble (1).

Cette loi est d'une portée bien plus restreinte que celle de 1889 puisqu'elle ne s'applique qu'en cas d'incendie et ne vise pas les objets mobiliers en général.

Il faut remarquer que la loi alsacienne décide que l'inscription peut être prise sur l'indemnité même après la perte de la chose assurée.

Dans le ressort de l'ancienne Cour d'appel de Cologne, une loi du 17 mai 1884 (2) a introduit un système à peu de choses près identique à celui adopté par la loi d'Alsace-Lorraine.

(1) *Ann. de lég. étrangères* 1885. XIV, p. 293.

Cette loi est la plus complète sur la matière.

Plus extensive que la loi alsacienne elle s'applique non seulement en cas d'incendie, mais encore en cas d'explosion.

Le transport ou la mise en gage de la créance d'indemnité est sans effet à l'égard des créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Si le créancier privilégié ou hypothécaire s'est fait connaître, l'assureur doit par lettre recommandée lui donner immédiatement avis :

1° Du défaut de renouvellement de l'assurance, de la réduction de la somme assurée, ou de tout autre événement de nature à entraîner la réalisation de l'assurance ou le refus du paiement de l'indemnité;

2° De toute contestation relative à l'obligation de l'assureur;

3° De l'arrivée de tout dommage auquel l'assurance est applicable, et ce dans les trois jours à compter du moment où l'assureur en a eu connaissance.

L'assureur, en cas d'inobservation de ces prescriptions, devra indemniser le créancier du préjudice souffert.

L'indemnité d'assurance ne peut être payée avant un délai de quatre semaines. Dans ce délai les

créanciers qui veulent profiter de l'attribution doivent faire une déclaration à l'assureur, dans une forme déterminée.

L'assureur a toujours le droit de consigner.

La loi organise, enfin, les formalités préparatoires à l'ouverture de l'ordre.

Antérieurement à cette loi, un arrêt rendu par le Tribunal de l'Empire avait refusé aux créanciers privilégiés ou hypothécaires l'attribution privative de l'indemnité d'assurance (1).

D'après le code civil allemand, l'hypothèque grève, non seulement les indemnités d'assurances, mais encore tous les accessoires de l'immeuble et, notamment, les créances de loyers ou fermages.

Dans le canton d'Unterwald, une loi du 24 avril 1887 a consacré également le principe de l'attribution légale. Mais le propriétaire qui déclare vouloir reconstruire a seul droit à l'indemnité. Toutefois, l'indemnité reste le gage des créanciers, en ce sens que le propriétaire ne la touche qu'au fur et à mesure des progrès de la construction (2).

Dans la République Argentine, la loi du 24 septembre 1886 reconnaît le droit à la Banque hypo-

(1) V. arrêt du 17 juillet 1881. *Journal de droit international privé*, 1882, p. 328. S. 82. 4. 33.

(2) *Ann. de légis. étrang.* 1888, p. 700.

thécaire nationale d'exiger du propriétaire qu'il assure les biens hypothéqués et attribue en cas de sinistre le montant de l'indemnité à la Banque.

On retrouve une disposition analogue dans le canton de Genève. Une loi du 21 septembre 1870 donne aux créanciers le droit d'obliger leur débiteur à assurer la chose qui leur sert de gage.

Depuis notre loi française, plusieurs législations ont également admis le principe de l'attribution. Le nouveau Code Espagnol promulgué le 14 juillet 1889 contient la disposition suivante, art. 1877 :

« L'hypothèque s'étend aux accessoires naturels,
» aux améliorations, aux fruits pendants et aux
» moissons non récoltées à l'échéance de l'obligation, ainsi qu'à l'importance des indemnités concédées ou dues au propriétaire par les assureurs
» des biens hypothéqués ou en vertu d'une expropriation pour utilité publique, dans les limites
» et l'étendue fixée par la loi, que le fonds soit
» resté au pouvoir de celui qui l'a hypothéqué ou
» qu'il soit passé aux mains d'un tiers. » (1)

Le 16 avril 1891 (2), une loi très complète a été édictée sur cette matière dans le Grand-Duché du Luxembourg.

(1) C. espagnol, traduit par Levé.

(2) V. *Ann. de lég. étrangère*, 1892, p. 629.

Cette loi reconnaît au propriétaire le droit, moyennant autorisation et les créanciers appelés à donner leur avis, d'employer l'indemnité à la reconstruction.

Citons en terminant la loi du 18 juin 1895 pour la Norwège, et les art. 891, Code civil Portugal, 353 Code civil Zurich, 2309 Code civil Uruguay, 2420 Code civil Chili.

CONCLUSIONS

Tout le monde est d'accord, aujourd'hui, pour approuver, sans réserves, le principe même de l'attribution de l'indemnité d'assurance, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, introduit par la loi de 1889.

Nous avons vu, que tout en constatant que les principes juridiques devaient conduire, logiquement, à leur faire refuser tout droit de préférence sur cette indemnité, on était pourtant d'accord, pour convenir que cette solution était peu équitable.

L'innovation depuis longtemps réclamée et introduite par la loi de 1889 n'a soulevé aucune critique sérieuse.

Mais, sauf le principe en lui-même, tout a été critiqué dans la loi nouvelle.

Il faut bien avouer, tout d'abord, que le législateur de 1889 a été mal inspiré en ne faisant pas d'une innovation aussi importante, l'objet d'une loi spéciale, et en traitant accessoirement cette matière dans une loi sur le privilège du bailleur.

D'autre part la rédaction de la loi est, de l'aveu de tous, très défectueuse ; c'est ainsi qu'on ne sait pourquoi les indemnités dont il est question dans l'art. 2 et celles dont il est question dans le paragraphe 1 de l'article 3 ne font pas l'objet d'un même article puisqu'elles sont de même nature. D'autre part, on ne comprend pas la place qu'occupe la disposition qui valide les paiements de bonne foi, à la fin de l'art. 2, puisque le principe doit recevoir certainement son application, pour les indemnités prévues dans l'article 3.

Enfin, il faut reconnaître que le laconisme de la loi est encore une source de difficultés d'interprétation que le législateur eût dû éviter. Mais à côté de ces critiques, relativement peu importantes, il en est de plus graves, sur lesquelles nous devons insister.

Ce qu'on a surtout critiqué dans la loi de 1889, c'est son mode d'application, formulé dans des termes laconiques, mais auxquels la majorité des auteurs donnent le sens que nous avons nous-même adopté.

Selon nous, le plus grand reproche que l'on puisse faire au législateur de 1889, c'est de n'avoir contenté personne.

Le législateur, par un système de demi-mesures, a soulevé à la fois les protestations des créanciers

qui ne se croient pas suffisamment protégés, et des Compagnies qui se prétendent sacrifiées, en ce sens que la loi leur crée des difficultés et des responsabilités que l'intérêt des créanciers ne saurait justifier. Ceux qui plaident la cause des créanciers, disent, en effet, que la loi leur a donné un droit qui bien souvent sera absolument illusoire ; qu'après avoir posé le principe de leur droit, la loi ne leur a pas donné, la plupart du temps, le moyen de l'exercer.

En effet, a-t-on dit, comment dans l'ignorance du nom et de l'adresse de l'assureur, ou même dans l'ignorance du sinistre pourront-ils faire valoir à temps leurs droits et faire opposition entre les mains de l'assureur ? Celui-ci n'a-t-il pas intérêt pour s'éviter tous ennuis à payer précipitamment entre les mains de l'assuré, qui lui-même a intérêt à ne soulever aucune difficulté sur le règlement de l'indemnité, pour la soustraire ainsi à ses créanciers ?

Quelle sûreté leur donne le paragraphe 2 de l'art. 2, en édictant que seuls les paiements faits de bonne foi leur seront opposables ? Si, comme on l'admet généralement, la bonne foi doit être présumée, comment feront-ils tomber cette présomption, comment établiront-ils cette preuve qui leur incombe que l'assureur a payé connaissant l'existence de

leur droit, quand ils ont été dans l'impossibilité de faire à temps une opposition ? Pourquoi l'assureur serait-il mieux traité qu'un acheteur qui ne saurait opposer sa bonne foi aux créanciers soumis à inscription et qui ont régulièrement rempli cette formalité, ou à ceux dont les droits sont conservés même sans inscription ?

Que devrait-on donc faire pour sauvegarder les droits des créanciers ?

Demander au législateur d'exiger de l'assuré qu'il fasse la déclaration de tous les droits de préférence existant sur le bien qui fait l'objet de l'assurance, et ce, sous peine de déchéance du droit à l'indemnité ?

Décider que les Compagnies ne seront libérées par le paiement fait à l'assuré que lorsqu'il aura produit la justification qu'il n'existe aucun droit de préférence ?

Le législateur devrait-il rétablir la disposition de l'art. 17 de la loi de 1874, et admettre que les privilèges et hypothèques inscrits seront par cela même réputés connus de la Compagnie d'assurances ou soumettre l'assureur comme un acheteur à une sorte de purge à organiser pour sauvegarder les droits de tous les intéressés ?

Le 8 mai 1891, M. Royer, député de l'Aube, a dé-

posé une proposition de loi, qui a été adoptée par la Chambre, après avoir été amendée et complétée par la Commission (1).

Elle est ainsi conçue :

Article unique : Le 2^e paragraphe de l'art. 2 de la loi du 19 février 1889 est complété ainsi qu'il suit :

« Vaudra comme opposition, lorsque l'assureur
» ne réparera pas ou ne reconstruira pas les bâtiments
» endommagés ou détruits, l'inscription existante du
» chef de l'assuré et de la personne désignée en la
» police, comme ayant des droits de propriété, d'usu-
» fruit ou d'habitation sur lesdits bâtiments.

» A cet effet, l'assureur sera tenu à l'expiration
» de la quinzaine du sinistre, de lever sur eux, au
» bureau des hypothèques, un état comprenant les
» charges existantes au jour du sinistre et celles qui
» auront été inscrites dans ce délai de quinzaine,
» en vertu d'un titre antérieur à l'incendie.

» Il devra prévenir du sinistre les créanciers
» dont l'existence lui aura été ainsi révélée.

» Cet avertissement sera donné, aussitôt la déli-
» vrance de l'état, par lettre, recommandée adressée
» au domicile élu.

(1) V. *Journal officiel*. Doc. parl. Ch. 1892, p. 1279, annexe n^o 2193.

» Il retiendra par privilège les frais d'état et de
» recommandation des lettres d'avis sur le montant
» de l'indemnité.

» Les créanciers hypothécaires ou privilégiés dis-
» pensés de prendre inscription, et les créanciers
» hypothécaires ou privilégiés du chef des anciens
» propriétaires, pourront faire valoir leurs droits sur
» cette indemnité, jusqu'au paiement ou jusqu'à ce
» que la distribution soit devenue définitive.

» Si, dans le délai d'un mois, à partir de la com-
» munication de l'état par l'assureur à l'assuré, les
» intéressés ne s'entendent pas sur la distribution
» amiable, l'assureur sera tenu de consigner l'indem-
» nité, sans offres réelles préalables. Même après
» l'expiration de ce délai, la consignation ne pourra
» avoir lieu, que sur la réquisition de l'un des inté-
» ressés. »

Cette proposition est toute en faveur des créan-
ciers. Et cependant elle ne donne pas encore satis-
faction à ceux qui veulent assurer à tous les créan-
ciers attributaires l'exercice de leurs droits.

En effet, si par cette modification les créanciers
inscrits du chef du propriétaire actuel de l'assuré,
sont sauvegardés, il n'en est pas de même des
créanciers inscrits du chef des propriétaires anté-
rieurs.

En effet, les inscriptions étant prises sur le propriétaire et non sur l'immeuble, l'assureur n'obtiendra aucun renseignement du conservateur des hypothèques s'il ignore les noms des propriétaires antérieurs, car celui-ci ne pourra lui fournir que la liste des inscriptions prises sur le propriétaire actuel, qui lui est seul indiqué.

C'est ainsi que les créanciers hypothécaires inscrits du chef d'un défunt, ne seront pas révélés à l'assureur demandant au conservateur la liste des inscriptions prises sur l'héritier.

Pour remédier à cet inconvénient, on a proposé d'exiger que l'assuré produisît son titre de propriété à l'assureur, pour lui faciliter la recherche des créanciers ayant droit à l'attribution. On voudrait ainsi, pour protéger davantage les créanciers dispensés de publicité, que l'assureur fût tenu, non seulement comme l'exige le projet, d'attendre un certain temps avant de payer, mais de faire une certaine publicité dans les journaux, pour les mettre à même de se faire connaître,

Et maintenant, si on prête l'oreille aux Compagnies d'assurances, c'est dans un tout autre sens qu'il faudrait, suivant elles, modifier la loi.

La disposition qui valide les paiements de bonne foi est insuffisante pour protéger les Compagnies.

Elle les expose à toutes sortes de difficultés, de procès, dont la solution dépendra, souvent, de l'interprétation donnée par un Tribunal à ces expressions trop laconiques. N'a-t-on pas vu un Tribunal (1) émettre cette décision, que c'est aux Compagnies à prouver leur bonne foi !

Telle qu'elle est appliquée, la loi nouvelle ne sacrifie-t-elle pas, outre mesure, les intérêts des Compagnies, au profit des créanciers ? Ce qui fait le succès et la bonne renommée d'une Compagnie d'assurances, n'est-ce pas la régularité et la célérité avec laquelle elle fait honneur à ses engagements ? Comment concilier cette rapidité dans ses paiements avec ces craintes, ces dangers de faire des paiements qui seront argués de mauvaise foi ? Où est la limite dans cette appréciation de la bonne ou de la mauvaise foi ? Une Compagnie devra-t-elle retarder le paiement de l'indemnité à l'assuré, quand elle aura connaissance seulement d'une façon très vague, par la rumeur publique, par des on-dit, pourrait-on dire, de la possibilité de droits de préférence sur l'immeuble sinistré !

Nous l'avouons, nous sommes plus tentés de

(1) Tribunal de Brive.

prêter l'oreille aux doléances des Compagnies, qu'à celles des créanciers.

Nous souhaiterions, nous aussi, que la loi fût modifiée, mais nullement dans le sens de la proposition Royer, c'est-à-dire pour garantir plus efficacement aux créanciers l'exercice des droits, qui leur sont conférés, mais au contraire, pour dégager plus complètement la responsabilité des Compagnies.

Nous voudrions, que la disposition relative au paiement de bonne foi, fût supprimée de l'art. 2. Les paiements faits sans opposition par les Compagnies entre les mains de l'assuré seraient toujours valables. La loi indiquerait, d'ailleurs, les formes auxquelles seraient soumises ces oppositions pour produire un effet légal. En l'absence d'opposition régulière, l'assureur pourrait donc payer valablement, sans avoir à s'occuper s'il existe, ou non, des droits de préférence. Toutefois, pour laisser à ces oppositions, le temps matériel de se produire, il serait bon de fixer un délai, de un mois par exemple, pendant lequel la Compagnie ne saurait payer valablement.

Sans doute, la situation des créanciers deviendra avec la réforme que nous proposons, plus précaire qu'auparavant. Mais n'est-ce pas déjà beaucoup de leur avoir accordé sur l'indemnité un droit de pré-

férence qui ne se justifie que par cette raison d'équité qu'il ne faut pas que d'autres profitent de la perte qu'ils subissent, c'est-à-dire que les créanciers chirographaires voient, au détriment des créanciers privilégiés ou hypothécaires, grossir, grâce au sinistre, les biens qui doivent constituer leur gage commun.

Nous ne saurions, nous l'avons déjà dit, admettre aucune assimilation de l'assureur à un acheteur ; on ne peut donc raisonner de l'un à l'autre. La loi accorde aux créanciers privilégiés ou hypothécaires un droit de préférence sur l'indemnité ; rien de mieux, mais nous ne voyons pas qu'il soit équitable d'aggraver ou de modifier en quoi que ce soit la situation des Compagnies d'assurances qui se sont, par un contrat spécial, engagées vis-à-vis de l'assuré sans avoir à tenir compte de ses créanciers, autrement qu'un débiteur ordinaire, qui n'a pas à en tenir compte tant qu'il n'a pas reçu une opposition régulière.

Ne trouvons-nous pas une situation analogue à celle que nous voudrions voir établie par la loi dans plusieurs hypothèses, dans lesquelles cependant personne ne songe à critiquer le législateur. En effet, nous savons qu'il existe un certain nombre de cas où le droit de préférence survit au droit de

suite. Dans ces différentes hypothèses, n'est-ce pas aux créanciers, eux-mêmes, à veiller à leur droit ? Les paiements faits à leur détriment ne leur sont-ils pas toujours opposables, et ce sans distinction, qu'ils soient faits ou non de bonne foi ! Les créanciers attributaires ne doivent pas être mieux traités. Eux aussi, ont conservé, malgré la perte de la chose, un droit de préférence, mais c'est à eux à le faire valoir à temps.

⁂ Nous considérerions véritablement comme inique, sous prétexte de protéger des créanciers auxquels, en somme, la loi fait déjà une faveur exceptionnelle, en leur accordant un droit de préférence sur une indemnité qui ne représente pas le prix de la chose, mais la contre-partie des primes payées par l'assuré, de sacrifier, comme on le demande, l'intérêt des Compagnies, et cela, précisément au moment où le contrat aléatoire qu'elles ont fait, tourne à leur détriment.

Les motifs qui ont fait abroger la loi de 1874 n'existent-ils pas toujours ? Ne serait-ce pas ruiner le commerce des Compagnies que d'admettre les réformes que l'on propose ?

Les Compagnies n'auraient plus qu'à exiger la déclaration que les biens assurés ne sont grevés d'aucun droit de préférence et d'insérer dans leur

police que l'existence, au moment du sinistre, d'un droit de cette nature, constituerait une cause de déchéance du droit à l'indemnité !

Autant vaudrait supprimer le contrat d'assurance.

Dans tous les cas, les primes devant être nécessairement proportionnées aux risques, les Compagnies ne seraient-elles pas amenées à augmenter singulièrement le taux de celles-ci, pour se couvrir du nouveau risque qu'elles courraient, de faire, en cas de sinistre, un paiement qui serait ensuite déclaré non valable par suite de l'existence de droits de préférence sur le bien sinistré ? La conséquence ne serait-elle pas de détourner le propriétaire de contracter une assurance, au détriment des créanciers privilégiés eux-mêmes qui n'auraient plus d'autres ressources que d'assurer eux-mêmes leurs droits éventuels ?

VU : *Le Doyen,*
GLASSON.

VU : *Le Président,*
A. BOISTEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L'Inspecteur d'Académie,

I. EVELLI.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Alauzet. Des assurances.

Aubry et Rau. Droit civil.

Baudry-Lacantinerie et de **Loynes.** Droit civil.

Beudant. Cours de droit civil publié par son fils.

Boistel. Précis de droit commercial.

Billette. De l'hypothèque maritime.

Bonneville de Marsangy. Jurisprudence générale des assurances terrestres.

Boudousquié. Traité de l'assurance contre l'incendie.

Crouvès. De l'hypothèque sur les navires.

Danjon. Eléments de droit maritime commercial.

Demolombe. Droit civil.

Demante et **Colmet de Santerre.** Cours analytique de droit civil.

Darras et **Tarbouriech.** De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurances.

Duranton. Droit civil.

Delvincourt. Droit civil.

Laurin. Précis de droit maritime.

Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial.

Laurent. Principes de droit civil.

De Lalande et Couturier. Traité théorique du contrat d'assurance contre l'incendie.

Pardessus. Droit commercial.

Pannier. Attribution des indemnités d'assurances.

Ruben de Couderc. Dictionnaire de droit commercial.

Revue critique de législation, 1876.

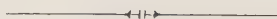


TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	7
CHAPITRE I ^{er} : <i>Doctrine et jurisprudence antérieures à la loi de 1889. — Loi du 19 février 1889.</i>	11
CHAPITRE II : <i>Nature du droit reconnu aux créanciers privilégiés ou hypothécaires par l'article 2 de la loi de 1889.</i>	29
CHAPITRE III : <i>Personnes qui peuvent invoquer l'application de l'art. 2 de la loi de 1889.</i>	38
Créanciers ayant un privilège général.	39
Créanciers ayant un privilège spécial.	41
Privilèges créés par le Code de commerce.	44
Créanciers hypothécaires.	46
Privilège de la séparation des patrimoines.	52
Créanciers ayant un droit de rétention.	54
Créanciers chirographaires ayant un droit de suite.	55
Personnes ayant droit au retour légal.	56
CHAPITRE IV : <i>Conditions d'exercice des droits conférés par la loi de 1889.</i>	59

SECTION I. — Par qui l'assurance doit-elle avoir été contractée.	60
— II. — Nécessité pour les créanciers attributaires soumis à inscription de remplir cette formalité.	68
— III. — Des paiements faits de bonne foi. . .	72
— IV. — De l'opposition.	79
— V. — Droits d'intervention des créanciers avant le sinistre.	84
— VI. — Peut-on déroger aux dispositions de la loi.	87
CHAPITRE V : <i>Du paiement des indemnités.</i>	91
SECTION I. — Opérations préliminaires.	91
— II. — Du paiement.	97
a) L'assureur ignore l'existence des droits de préférence.	97
b) Les créanciers attributaires sont connus de l'assureur.	98
— III. — Remplacement en nature des objets détruits ou endommagés.	102
CHAPITRE VI : <i>Législations étrangères.</i>	109
CONCLUSIONS.	119

